

Retrait du projet sur les retraites

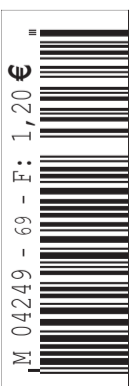


Après la formidable mobilisation du 7 septembre, les conditions sont rassemblées pour changer le rapport de forces, à condition que la gauche reste unie pour défendre le retrait du projet de loi.

Depuis le début de la campagne, de la mobilisation contre le projet de loi sur les retraites, en mai dernier, quelque chose a changé. Après le 24 juin, c'est évidemment le succès historique du 7 septembre dernier avec près de 3 millions de manifestants qui modifie la donne. Désormais nous sommes nombreux, très nombreux à penser que c'est possible, que nous pouvons faire reculer le

gouvernement et donc lui infliger, enfin, une défaite. Après le succès du 7, l'intersyndicale a majoritairement décidé d'une nouvelle journée de grève et de manifestations le 23 septembre. Cette date, pour les équipes militantes les plus engagées, a suscité une forte déception car elle ne semblait pas répondre aux exigences de la situation. Mais, au-delà, cette date, permet aujourd'hui de mobiliser plus largement les sala-

riés sur le fond de la réforme et sur la possibilité de gagner par la mobilisation. Nous devons donc tout faire pour que cette nouvelle journée soit encore plus forte que celle du 7 et que la question de la reconduction de la grève soit posée. Si gagner devient possible, nous devons dire tous ensemble que cette réforme n'est ni négociable ni amendable et qu'il n'y a aucun arrangement possible. **SUITE PAGE 2**



ACTU
Loppsi 2, criminalisation à tous les étages
Page 4



ACTU INTERNATIONALE
États-Unis, Obama à la peine
Page 5



CULTURE
Tous à Bercy pour Rock sans papiers
Page 8

Agenda

16 septembre, meeting retraites, Dijon. Meeting unitaire contre la réforme des retraites. Avec Annick Coupé (Solidaires), Gérard Aschieri (FSU), Sandra Demarcq (NPA), Claude Debons (PG), Stéphanie Treillet (Attac), Éric Corbeaux (PCF), Marie-Pierre Toubhans (GU), Jean-Jacques Boislaroussie (Fase-Alternatifs), Patrice Perret (Solidaires), Najate Haie (Solidarités 21) et un intervenant Europe Écologie-Les Verts 21. RV à 20 heures, Salle Devosges, Dijon.

17 septembre, rassemblement sans-papiers, Paris. Un rassemblement est appelé au moment où la loi Besson sur l'immigration sera discutée. RV à 14 heures devant l'Assemblée nationale.

18 septembre, Les amis du Monde diplo, Versailles. Rencontre avec Gilbert Achcar pour son livre *Les Arabes et la Shoah*. RV à 17 heures à l'Hôtel de ville, salle Clément Ader.

18 septembre, Rock sans papiers. Concert de soutien aux travailleurs et familles sans papiers. Avec Abd Al Malik, Cali, 113, Cheb Bilal, Jeanne Cherhal, Jacques Higelin, Agnès Jaoui, Emily Loizeau, No one is innocent, Oxmo Puccino, Sunsimilia, Soan, Têtes raides, Tryo, Les Wampas... RV à Paris-Bercy, à partir de 19 heures. Infos : rocksanspapiers.org

23 septembre, manif retraites, national. Après le succès du 7 septembre, l'intersyndicale appelle à une grande journée de grève et de manifestations dans tous le pays. À Paris, RV à 13 heures, place de la Bastille.

25 septembre, hôpital, Mantes-la-Jolie. Manifestation contre la suppression du service de cardiologie de l'hôpital de Mantes. RV à 10 heures devant le Palais de justice, Mantes-la-Jolie.

25 septembre, meeting, psychiatrie, Villejuif. Troisième meeting national du Collectif des 39 « *imposture, illusion et régression* », contre le projet de réforme de la loi du 27 juin 1990 sur les soins psychiatriques. RV de 10 à 17 heures, espace congrès les Esselières, 3 boulevard Chastenot-de-Géry, Villejuif.

27 septembre, retraites, Clermont-Ferrand. Meeting unitaire pour la retraite avec Gérard Filoche (inspecteur du travail), Olivier Besancenot (NPA), Razy Hammadi (PS), Didier Horus (FSU), Alain Lipietz (Verts), André Chassaigne (député PCF), Jean-Baptiste Prévost (Unef), Marie-Pierre Toubhans (Gauche unitaire), Annick Coupé (Solidaires), Jean-Luc Mélenchon (PG), Caroline de Haas (Osez le féminisme), Christiane Marty (Attac), Willy Pelletier (Fondation Copernic), Roland Mérieux (Les Alternatifs). RV à 20h30 à la Maison du peuple.



Retrait du projet de loi sur les retraites

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

La gauche sociale et politique doit réclamer clairement, non pas la réécriture du projet de loi, mais son retrait pur et simple. Car l'enjeu n'est pas que Sarkozy lâche du lest mais qu'il lâche l'affaire et pour cela, la gauche – toute la gauche – ne doit rien lâcher. La droite est divisée, fragilisée, empêtrée dans les « affaires » qui n'en finissent plus mais elle reste unie, droite dans ses bottes pour défendre ce projet de loi injuste. Face à cette droite qui défend coûte que coûte sa classe, nous devons montrer une gauche qui s'assume pleinement, qui exige une autre répartition des richesses, qui défend unitairement la retraite à 60 ans, à taux plein, sans allongement de la durée de cotisation. Sur ce dernier point de nombreux désaccords existent dans la gauche, en particulier avec le Parti socialiste qui vient de voter à l'Assemblée nationale, avec la droite, l'allongement de la durée de cotisation à 41,5 annuités. Ce qui remet évidemment fortement en cause le départ à la retraite à 60 ans pour la majorité des

salariés. Dire, comme le PS, qu'on est pour la retraite à 60 ans mais voter l'allongement de la durée de cotisation, revient à faire sauter la retraite à 60 ans et à accepter de baisser encore davantage le montant des pensions. Car si nous faisons le bilan des réformes successives sur les retraites, depuis 1993, on constate que la majorité des salariés n'acquiert pas le nombre d'annuités nécessaire et que la principale conséquence de toutes ces réformes est la baisse du montant des retraites qui, en près de 20 ans, a baissé de 15 à 20%.

GAGNER MAINTENANT, C'EST POSSIBLE
Nous voulons obtenir le retrait de ce projet de loi et c'est maintenant et dans la rue que ça se passe. Maintenant et pas en 2012 comme nous le promettent certains dirigeants du Parti socialiste. Car les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient, et le PS n'est malheureusement jamais revenu sur les contre-réformes des retraites réalisées par la droite

avant son arrivée au gouvernement. La bataille contre Sarkozy, pour le retrait, c'est bien maintenant que ça se joue et c'est possible. Prendre sur les profits, répartir le temps de travail pour profiter tous et toutes de nos retraites, ce n'est pas de l'utopie, ce n'est même pas le socialisme, mais il faut l'imposer en inversant le rapport de forces.

Après le 7 septembre, le climat social et politique est favorable. Et si nous voulons infliger une défaite à ce gouvernement, le 23 septembre doit être le début d'un mouvement d'ensemble, une grève générale qui bloque le pays. D'ores et déjà, des appels de structures syndicales, d'intersyndicales locales appellent à la reconduction. Le climat montre que nous pouvons gagner. Nous avons gagné en 1995, nous avons gagné contre le CPE, nous pouvons et devons le gagner aujourd'hui. C'est possible.

Sandra Demarcq

regards

Propos recueillis par Sylvestre Jaffard



Judith Orr (DR)

GRANDE-BRETAGNE Une coalition contre l'austérité

Judith Orr est une dirigeante du Socialist Workers Party (SWP) britannique. Nous l'avons interviewée lors de sa visite à l'Université d'été du NPA sur la situation en Grande-Bretagne après la constitution du nouveau gouvernement dominé par les conservateurs après treize ans de pouvoir travailliste.

Quel est l'état des luttes depuis les élections ?

Si l'on ne comptait que sur les directions syndicales, les perspectives seraient très sombres. Nous avons vu la principale confédération syndicale dire que nous ne pouvons pas avoir de manifestation contre l'austérité, que nous devons attendre mars de l'année prochaine, en 2011. Selon certains dirigeants syndicaux, il faut que les gens fassent l'expérience de l'austérité, parce qu'après ils seront en colère. Mais bien sûr, après six mois d'austérité, la colère peut se transformer en démoralisation. Donc il n'y a pas d'initiative nationale de la part des dirigeants syndicaux pour le moment. En revanche il existe des initiatives plus locales parties de la base : les travailleurs du métro de Londres vont être en grève en septembre, ainsi que les travailleurs de la poste.

Après Blair et Brown, le parti travailliste est-il discrédité ?

Avant les élections, un certain nombre de camarades pensaient que le parti travailliste était fini au niveau électoral du fait de la guerre en Irak, du néolibéralisme, etc. Mais on a pu voir que pendant les dernières semaines et les derniers jours avant les élections, beaucoup de gens se sont mis à dire qu'ils allaient voter travailliste, parce que la perspective d'un gouvernement des conservateurs était trop affreuse pour beaucoup de travailleurs. Et quand la coalition a été annoncée, des milliers de gens ont adhéré au parti travailliste.

Qu'en est-il de l'extrême droite ?

Le British National Party n'a pas avancé comme il le souhaitait lors des dernières élections. Il y a des tensions au sein du BNP. Mais ils ont tout de même obtenu 500 000 voix dans le pays, un gros score pour une organisation fasciste, ils sont toujours un danger. L'autre événement important durant les douze derniers mois, c'est l'émergence d'une nouvelle organisation, l'English Defence League. Elle a des liens avec le BNP dont plusieurs dirigeants participent au noyau de l'EDL en tant qu'individus. Mais l'EDL attire des hooligans, des racistes en général qui veulent se battre physiquement dans la rue. Le SWP a été au cœur des mobilisations de Unite Against Fascism, qui est la principale organisation nationale de mobilisation antifasciste. Quand l'EDL appelle à une mobilisation pour protester contre la construction d'une mosquée, nous appelons à défendre la mosquée, à montrer qu'il s'agit d'une ville multiculturelle.

Dans quelles autres campagnes le SWP joue-t-il un rôle ?

En réponse à la crise, nous nous sommes engagés dans une initiative qui s'appelle Right to Work (« Droit au travail »), qui a été lancée il y a plus d'un an lors d'une conférence rassemblant plus de 800 personnes – différents syndicats, des groupes de retraités, des groupes étudiants – et nous avons eu de nombreuses conférences depuis. L'idée est d'avoir un point

focal national pour des campagnes qui affrontent le gouvernement, contre les mesures d'austérité. Right to Work appelle à une manifestation lors du congrès du parti conservateur le 3 octobre, avec le slogan que nous connaissons tous : « *Nous ne paierons pas leur crise !* »

Les militants britanniques suivent-ils ce qui se passe dans d'autres pays ? Quelles possibilités de collaboration internationales vois-tu ?

Les événements en Grèce ces derniers mois ont été les plus exaltants. Des militants, des syndicalistes ont fait des tournées en Grande-Bretagne, ont parlé au cours de réunions de Right to Work et du SWP. C'était fantastique, cette impression que les gens n'acceptent pas passivement ce que les agences de notation et le FMI voulaient leur imposer. Nous suivons le mouvement contre la réforme des retraites en France, et nous essayons de faire connaître ces luttes à la classe ouvrière britannique, parce que nous avons besoin d'avoir conscience qu'il ne s'agit pas simplement d'un problème national. Face au discours de la classe dominante nous devons dire : « Non, nous ne voulons pas rendre la Grande-Bretagne compétitive, et nous ne voulons pas rivaliser avec d'autres travailleurs en France, en Allemagne ou en Grèce ». Avoir des réponses plus coordonnées à la crise au niveau international serait un excellent développement.



(DUNCAN BROWN)

Le Front de gauche lance sa campagne

À la Fête de l'Humanité, les organisations constituant le Front de gauche ont présenté leur « programme partagé » en vue de 2012.

Avec 600 000 visiteurs, les organisateurs de la fête de l'Humanité peuvent se réjouir. Ce succès confirme que les acteurs du mouvement social et les militants de gauche dans leur diversité avaient fait le choix de se rendre à la Courneuve ce week-end. Et puis, ne boudons pas notre plaisir, ce fut pour les militants du NPA l'occasion de riches débats sur la situation politique et sur les différentes réponses à gauche à la crise globale du système capitaliste et aux stratégies en présence pour faire plier le gouvernement et Sarkozy dans sa volonté d'imposer une contre-réforme des retraites. (Voir l'article p.11) Mais cette fête restera surtout marquée par la présentation à l'Agora de l'Humanité du « programme partagé » des organisations du Front de gauche, PCF, PG et GU, en vue des prochaines élections présidentielles. Le NPA était poliment invité à assister à l'événement sans pour autant y intervenir. Mesurant l'ampleur de la crise sociale et politique que nous traversons et l'exigence exprimée dans la rue le 4 puis le 7 septembre contre le gouvernement, les porte-parole du Front de gauche affirmaient les uns après les autres et comme Pierre Laurent qu'« on ne pouvait pas les laisser continuer pendant deux ans encore sous prétexte que l'échéance politique était en 2012 ». Invités pour l'occasion, les représentants de la Ligue des droits de l'homme, du

Syndicat de la magistrature, de la fondation Copernic et de l'Appel des appels témoignaient de l'urgence sociale et de l'attente d'un débouché politique à la situation actuelle. Rapidement, le NPA étudiera les mesures du programme partagé afin de continuer le débat engagé avec le Front de gauche. Mais la question incontournable que ce document ne pose pas et que ses représentants esquivent dans les débats, est bien celle de l'unité avec le PS et plus spécialement de la fort probable constitution d'une nouvelle gauche plurielle.

DES QUESTIONS ÉLUDÉES

Comment le Front de Gauche se situerait-il par rapport à une candidature d'un Dominique Strauss-Khan, actuel président du FML, qui affame à coup de plans d'austérité la plupart des populations des pays touchés par la crise, y compris ceux gouvernés par les sociaux-démocrates comme en Grèce ou en Espagne? Comment croire que le PS revenu au gouvernement annulerait la loi Woerth sur les retraites, alors qu'au début de l'été sa principale dirigeante ne défendait pas la retraite à 60 ans, et que son allié d'Europe Écologie, Daniel Cohn-Bendit, poignarde dans les médias cette revendication phare du mouvement social? La clarification s'impose mais elle ne doit pas être un obstacle à la mise en place d'un front de soutien aux luttes le plus large possible, y compris avec les militants socialistes qui partagent



10 septembre, Fête de l'Huma. Piquet, Mélenchon, Laurent. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

avec nous l'urgence de faire barrage aux mauvais coups qui pleuvent. Par ailleurs, dans son intervention au meeting sur le projet de contre-réforme des retraites, notre camarade Sandra Demarcq a tenu à réaffirmer la seule revendication susceptible d'unifier le mouvement social autour du mot d'ordre simple, précis et rassembleur: «Retrait pur et simple du projet!» Bien que chacun au Front de gauche s'en défende et récuse toute lutte des égos, la question de la candidature à l'élection présidentielle de 2012 est déjà posée, du député PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne invoquant sa légitimité «d'élus de terrain» à Jean-Luc Mélenchon,

leader du Parti de gauche et candidat permanent à la candidature, en passant par Pierre Laurent, secrétaire d'un PCF qui tient à garder sa place de pièce centrale de la coalition. Les militants du NPA quant à eux n'entreront pas dans cette logique dépolitisante et restent concentrés sur la seule échéance décisive: faire gagner le mouvement social et se débarrasser au plus vite, par les mobilisations et par la rue, de ce président et de ce gouvernement qui mènent une politique raciste, liberticide et antisociale.

Alain Pojolat



Par Vanina Giudicelli

TOUCHE PAS À NOTRE CLASSE!

Le week-end dernier, la presse révélait un nouveau scandale politique: une directive du ministère de l'Intérieur datée du 5 août rappelait l'objectif fixé par Sarkozy: «300 campements ou implantations illicites devront avoir été évacués d'ici trois mois, en particulier ceux des Roms». Ce qui nous choque dans cette circulaire? Que Besson n'ait pas été mis au courant par Hortefeux? Les désaccords éventuels sur les formulations n'enlèvent rien à leur accord sur le fond: Besson est bien l'exécutant de cette politique d'expulsions. Fin août, il se félicitait au côté d'Hortefeux que «128 campements illicites occupés par des ressortissants roumains ou bulgares ont été démantelés et évacués» et que «977 Roms présents sur notre territoire ont été accompagnés vers leur pays d'origine, essentiellement la Roumanie». Que le gouvernement ne respecte pas les lois? Il est prêt à tout pour appliquer sa politique réactionnaire. Prétendant «faire appliquer les lois», il ne respecte ni les institutions européennes ni la loi adoptée en 2000 obligeant les communes de plus de 5000 habitants à se doter d'aires d'accueil permanentes. Cette directive révèle le fond de la politique de Sarkozy, Besson et Hortefeux: un racisme d'État qui, s'il prenait jusque-là la forme d'un racisme culturel (pas contre les Arabes mais contre les musulmans, pas contre l'inégalité des races mais contre l'incompatibilité des cultures), est bien un racisme sous sa forme la plus traditionnelle. Ce sont les Roms, toutes et tous les Roms, qu'il faut pourchasser, exclure, expulser. Elle révèle également le mépris des riches et de ceux qui défendent leurs intérêts. Au moment où la contre-réforme des retraites angoisse des millions de travailleurs, la priorité de l'État est de s'attaquer à une minorité dont le simple droit au travail est refusé. Comme l'indique la directive, «ces opérations constituent un engagement fort pris par le gouvernement afin de faire respecter l'autorité de l'État». Pour mettre en œuvre sa politique, Sarkozy voudrait ressouder la majorité des travailleurs derrière l'idée d'une illusoire communauté d'intérêts, fondée sur le sang et sur la culture. Nous revendiquons, une communauté de classe que nous allons faire vivre dans les prochaines semaines, dans les luttes pour nos retraites et contre le racisme, contre les riches, contre Sarkozy et ses sinistres Woerth, Besson et Hortefeux.

leur monde...

La justice aux abonnés absents.

Le 11 septembre à Bobigny, le procureur de la République a requis le non-lieu pour les policiers impliqués dans la mort de Zayed et Bouna dans un transformateur EDF de Clichy-sous-Bois, en 2005. Malgré les enregistrements qui montrent que les flics connaissaient le danger pour les deux jeunes qu'ils avaient pris en chasse, la non-assistance à personnes en danger ne serait pas retenue. Une fois de plus la justice démontre à quel point la police jouit d'une totale impunité dans ce pays. En octobre 2009, c'étaient les policiers de Villiers-le-Bel responsables de la mort de Moushin et Larami qui étaient relaxés avant que l'enquête soit rouverte. En avril 2010, les flics qui avaient tué Hakim Ajimi en mai 2008 bénéficiaient d'un non-lieu alors que tous les rapports démontraient que sa

mort résultait des modalités aussi musclées qu'inutiles (il ne cherchait pas à s'enfuir) de son arrestation. En ce moment même, un gendarme comparait au tribunal pour avoir abattu de sept balles Joseph Guerdner qui s'était enfui lors d'une garde à vue en 2008. Détail d'importance, le jeune gitan avait sauté d'une fenêtre à 4,20 m du sol et était menotté. Mais, non, Monsieur le juge, je vous assure, il n'était pas disproportionné de tirer à sept reprises. Au mois de mars 2010, on retrouvait le corps du militant basque Jon Anza, disparu depuis dix mois, dans la morgue de l'hôpital de Toulouse. Mais non, je vous assure, on ne sait pas du tout ce qu'il fait là! En juin 2009, à Montreuil, Joachim Gatti qui manifestait contre l'expulsion des occupants

d'une clinique désaffectée perdait un œil à la suite d'un tir de flash-ball. Mais non, je vous jure, j'ai pas fait exprès! À Nantes, en 2007, un lycéen perdait également un œil pour avoir manifesté contre la loi LRU. Mais non, je vous jure, c'est lui qui a mis son œil devant la balle! En juin 2009, à Argenteuil, Ali Ziri, Algérien de 69 ans, meurt après avoir été roué de coups lors d'un contrôle policier. On ne comprend pas du tout comment ça a pu arriver! Morts dans les commissariats ou lors de courses poursuite où des Rambo made in France se sentent investis d'une mission d'éradication, estropiés pendant des manifestations, sans compter les humiliations, les injures... dont sont victimes tous ceux qui n'ont pas la bonne couleur, qui n'émargent pas chez L'Oréal ou qui se révoltent contre toutes ces injustices.

Et pourtant, la justice se voile la face, protège les flics comme les ministres. Les non-lieux succèdent aux non-lieux. Pendant ce temps là, les jeunes de Villiers-le-Bel sont condamnés à des peines de prison fermes entre trois et quinze ans sur la foi de témoignages anonymes... Jusqu'à quand allons-nous supporter ça?

Partagez vos révoltes et vos indignations en envoyant vos témoignages et vos articles par mail à :
redaction@npa2009.org

ou par courrier :
Tout est à nous !
2, rue Richard Lenoir
93100 Montreuil

en bref...

Le camp des réfugiés incendié à Cherbourg. Dimanche soir vers 17h30, le camp «toléré» hébergeant les sans-papiers de Cherbourg a été détruit par un incendie volontaire. Comment ne pas faire le lien avec la politique menée aujourd'hui par Sarkozy, Hortefeux et Besson? Les déclarations racistes et xénophobes, les circulaires stigmatisantes de communautés ethniques, la chasse aux Roms créent un climat délétère qui laisse la place aux actes racistes. De plus, 21 sur 30 sans-papiers de Cherbourg sont en fait des demandeurs d'asile ayant entamé des démarches pour être régularisés. L'État est dans l'obligation de les héberger, mais aucune réponse n'est donnée malgré les nombreuses demandes des associations, du collectif contre le racisme et les idées d'extrême droite, et du maire de Cherbourg. Les réfugiés ont même déposé une plainte contre

l'État pour non-respect de ses obligations. Aujourd'hui tous ont perdu le peu qu'ils avaient (souvenirs, effets personnels, papiers...), et attendent de savoir où ils peuvent s'installer. La préfecture n'a proposé qu'une nuit en hôtel (refusée par les réfugiés pour ne pas être séparés) et ne répond plus aux demandes de la mairie. Les associations et le collectif ont donc décidé de payer des nuits en auberge de jeunesse pour tous grâce au soutien des militants et de la population, puis ils présenteront la note à l'État. 200 personnes se sont rassemblées lundi soir à l'initiative d'itinérance, l'association qui s'occupe du camp, et du collectif contre le racisme et les idées d'extrême droite pour soutenir les réfugiés, dénoncer cet acte criminel et exiger que l'État respecte ses obligations. Pascal Besuelle, le président du collectif a déclaré aux réfugiés qui

s'étaient déplacés: «*Nous sommes là pour dire que la France, c'est pas ça. Ce n'est pas stigmatiser les plus faibles pour faire un maximum de chiffre aux élections. Ce ne sont pas ces quelques imbéciles qui mettent le feu chez les plus démunis. La France, ce soir, nous voulons leur dire que c'est nous.*» L'NPA renouvelle son exigence de régularisation de tous les sans-papiers, ce qui représente la seule réponse décente à l'immigration.

Le scandale des profits bancaires. BNP Paribas a réalisé plus de 4 milliards d'euros de profits au premier semestre, 2 milliards pour la Société générale, les Banques populaires et le Crédit agricole. En tête des profits du CAC40 (lire notre chiffre en page 12), les banques françaises et leurs actionnaires ne connaissent pas la crise.

Comment cela est-il possible? Les banques prêtent, tous crédits confondus, à un taux d'intérêt de 4,77% pour les ménages et de moins de 3% pour les entreprises. Mais elles se financent à un coût dérisoire, 1% de taux d'intérêt, auprès de la Banque centrale européenne (BCE) grâce aux facilités qui leur ont été accordées depuis la crise. Ces facilités, décidées par les gouvernements européens, sont censées encourager la relance de l'économie. Les banques ne répercutent pas ce taux d'intérêt très bas à leurs clients et préfèrent engranger d'énormes profits redistribués à leurs actionnaires. Et les gouvernements européens ne trouvent rien à redire. Ainsi les principaux responsables de la crise en sortent comme les grands vainqueurs.

Big Brother

L'oppsi 2 intègre un certain nombre de dispositions relatives aux nouvelles technologies. L'article 2 du projet de loi condamne «*le fait d'usurper l'identité d'un tiers ou une ou plusieurs données de toute nature permettant de l'identifier en vue de troubler sa tranquillité ou celle d'autrui, ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération.*» Sur les réseaux sociaux, les caricatures et les faux profils humoristiques, créés pourtant sans véritable intention de nuire sont donc dans la ligne de mire... un danger pour la liberté d'expression. L'article 4 visant à filtrer les contenus pornographiques est de loin le plus inquiétant. Cette technique qui peut être étendue à la protection de la propriété intellectuelle ou la lutte contre le piratage, sonne comme un filtrage du web pur et simple et la fin d'un réseau libre. Inefficace techniquement à l'encontre des pédocriminels, cette mesure censée protéger l'internaute contre lui-même est avant tout un cheval de Troie législatif qui permettra d'étendre le dispositif à d'autres types de contenus... Un peu comme le FNAEG, le fichier des empreintes ADN, d'abord réservé aux crimes sexuels, puis régulièrement étendu au point de contenir aujourd'hui les empreintes de plus d'1,5 million de Français. On glisse doucement vers une surveillance accrue et liberticide, à l'image de l'article 23 prévoyant l'installation de mouchards sur les ordinateurs pour une durée de quatre mois, visant l'écoute de personnes impliquées dans le «*délit de solidarité*» ou la «*non-justification de ressources correspondant au train de vie.*» La loi renforce également l'attirail policier. Ainsi, 70% des crédits supplémentaires dégagés grâce à la loi seront utilisés pour financer des dépenses de fonctionnement ou d'équipement, soit 1,773 des 2,539 milliards d'euros: caméras embarquées dans les véhicules, dispositif expérimental de lecture automatisée des plaques d'immatriculation, systèmes portables de vidéosurveillance et dispositifs de surveillance de nouvelle génération pour les hélicoptères, voilà ce qui nous guette... Mais c'est aussi la dématérialisation des procédures, le développement du procès-verbal électronique, de la visioconférence, de la pré-plainte en ligne, des bornes de visiophonie à l'entrée des brigades de gendarmerie, le déploiement de lecteurs biométriques multifonctions pour contrôler les nouveaux titres sécurisés électroniques et le déploiement d'une carte professionnelle à puce multifonctions qui nous attendent. Sans parler d'Ariane, le système d'application de rapprochement, d'identification et d'analyse pour les enquêteurs destiné à fusionner les fichiers Stic de la police (28 millions de victimes, 5,5 millions de «suspects») et Judex de la gendarmerie (2,15 millions de «suspects»). Et ce n'est pas fini! On verra bientôt se développer des systèmes Imsi catcher (fausses bornes GSM qui permettent d'écouter et de localiser en temps réel les téléphones portables), et nos super-flics s'armeront de lunettes de protection, gilets tactiques et pare-balles, d'armes légères de défense, de lanceurs de 40 mm et de pistolets à impulsion électrique, mais également de «lanceurs d'eau»... Tremblez citoyens! Exit le respect des droits humains élémentaires! Loppsi 2 stigmatise des populations entières, installe des surveillances généralisées, confie des actions de police à des acteurs privés dans le seul but de surveiller, contrôler et brider l'internet. Activation du micro, de la webcam, captation de vos frappes clavier... Loppsi2 vous regarde, vous écoute et bientôt vous condamnera, dans l'indifférence générale.

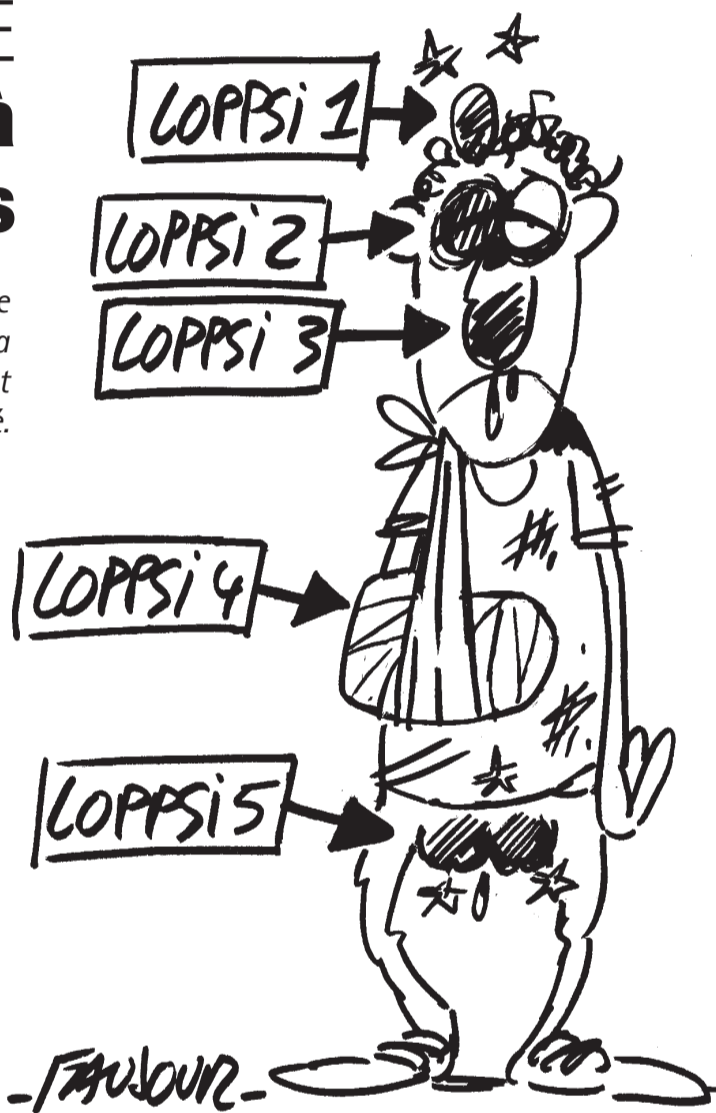
Coralie Wawrzyniak

SÉCURITÉ INTÉRIEURE Criminalisation à tous les étages

Alors que le mouvement social était mobilisé contre la loi sur les retraites, les sénateurs ont adopté la Loppsi 2, véritable déchaînement sécuritaire faisant échos aux déclarations de Sarkozy cet été.

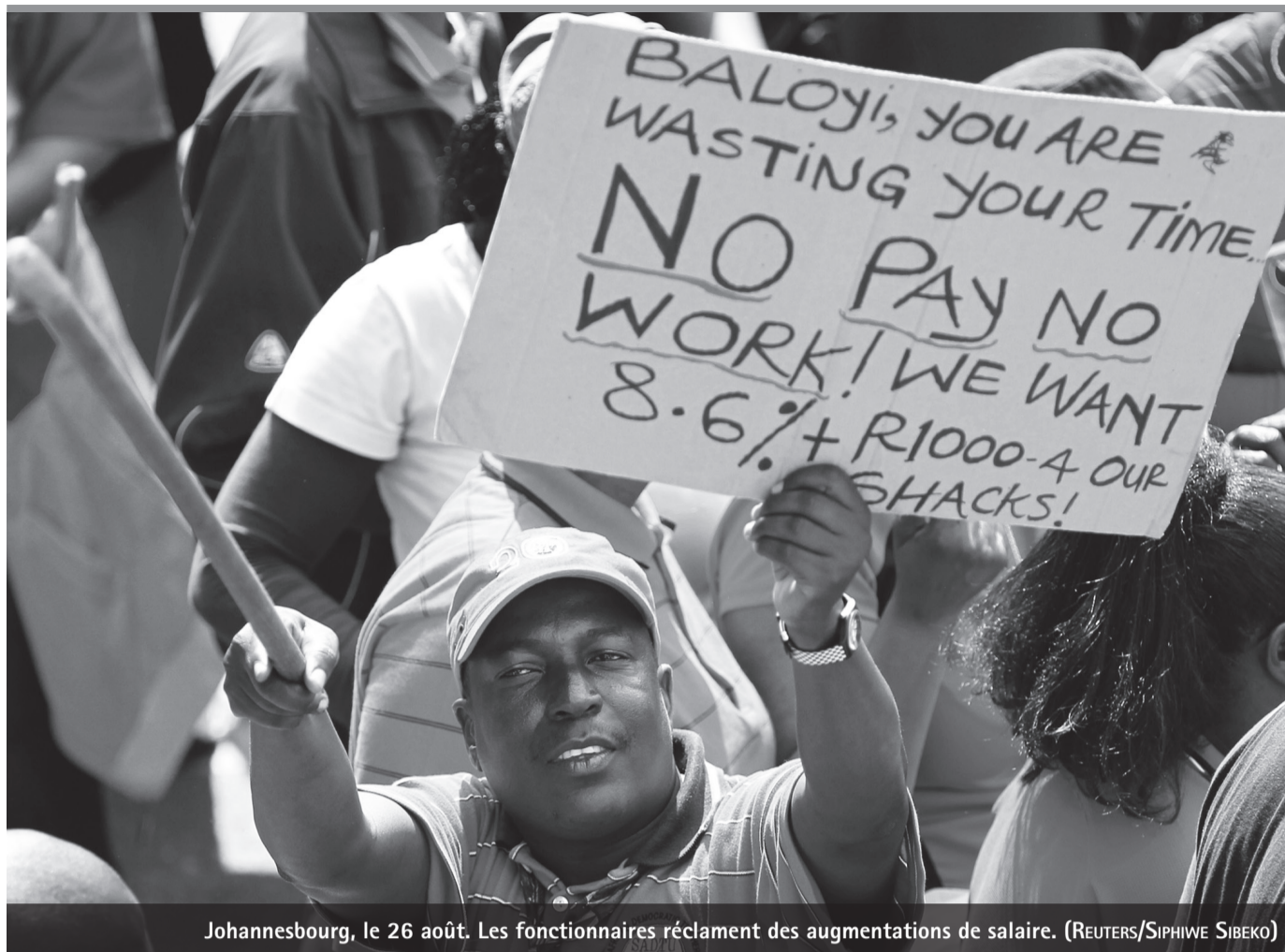
Le 10 septembre, les sénateurs ont adopté le projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Loppsi 2 - par 177 voix contre 153. Lors de son vote en première lecture par l'Assemblée nationale en février dernier, ce texte s'attaquait déjà aux droits et libertés. Ainsi, il visait déjà les Roms, les biffins, les vendeurs à la sauvette, les ferrailleurs: notamment avec la qualification de délit passible du tribunal correctionnel et de six mois d'emprisonnement et 3750 euros d'amende pour l'infraction de vente à la sauvette. Mais il a été considérablement aggravé, conformément aux déclarations sécuritaires du gouvernement cet été. Ainsi, à la dernière minute une trentaine d'amendements ont été ajoutés dont certains ont été rejetés par la commission des lois (peines plancher, comparution immédiate pour les mineurs, peine incompressible de trente ans pour les tueurs de policiers). Mais les sénateurs de l'UMP, toujours aux ordres, ont fini par les voter légèrement corrigés. Les trois principaux amendements symbolisent la politique sécuritaire du gouvernement. Ainsi, les peines planchers créées en 2007 pour les «multi-récidivistes» pourront s'appliquer dès le premier délit pour les auteurs de violences volontaires aggravées s'il y a une incapacité totale de travail (ITT) de quinze jours et que la peine encourue est de dix ans. C'est l'accentuation d'une justice qui ne juge que l'acte et ne prend plus en compte le contexte familial, social et économique de l'auteur. Les peines incompressibles de prison passeront de 22 à 30 ans pour les meurtres de policiers

ou de gendarmes, mais également de magistrats, de membres de l'administration pénitentiaire ou de toute autre personne dépositaire de l'autorité publique. Jusque là, les peines incompressibles existaient pour les meurtriers d'enfants avec circonstances aggravantes et n'ont été utilisées que trois fois tant elles ressemblent à une condamnation à une mort lente. Dorénavant la procédure de comparution immédiate, moins respectueuse des droits des enfants et plus expéditive que la procédure habituelle pourra s'appliquer aux mineurs si le procureur le décide et dès lors (ajout du Sénat) que celui-ci a déjà été jugé dans les six mois précédents pour des infractions similaires. Cette justice expéditive appliquée aux mineurs, constitue non seulement le coup de grâce de l'ordonnance de 45 qui privilégiait les réponses éducatives, mais aussi la fin de l'idée qu'un enfant, qu'un adolescent est éducatible. **DANS LE COLLIMATEUR** D'autres amendements pénalisent plusieurs catégories de la population qui sont particulièrement dans le collimateur du gouvernement. Les étrangers dans l'attente d'une mesure d'éloignement qui dérogent aux obligations de présentation périodique à la police seront passibles d'un an de prison. La procédure d'évacuation d'office des caravanes et campings visant les gens du voyage a été étendue pour expulser sans jugement les habitants de bidonvilles, les sans-abris vivant dans les bois. En revanche, les amendements anti-squats (expulsions arbitraire de locaux, criminalisation renforcée de l'occupation de la résidence d'autrui), ont été retirés grâce à la



mobilisation des associations de droit au logement. Mais le répit que cela constitue pour les squatters, les sous-locataires, les logés gratuits risque d'être de courte durée, puisque Hortefeux a déjà averti qu'il le réintroduirait au moment du deuxième passage du texte à l'Assemblée. Pour les migrants, des tribunaux seront créés à l'intérieur des zones de rétention. Par ailleurs, ceux qui font l'objet d'une mesure d'expulsion et sont assignés à résidence pourront être expulsés du territoire s'ils ne respectent pas les obligations de pointage. Le mouvement social est également visé. Les manifestations lors de conseils municipaux, généraux ou régionaux constituent des infractions pénales. Le contrôle social est renforcé avec l'assouplissement du secret professionnel et l'échange de renseignements entre les agents de l'État et les organismes de protection sociale pour lutter contre la fraude. À Pôle emploi, des agents assermentés seront chargés de

dresser des PV de fraude. Les directeurs de police municipale deviennent agents de police judiciaire et les policiers municipaux seront autorisés à pratiquer des contrôles d'identité sous la responsabilité d'un officier de police judiciaire. Lorsqu'un policier, un gendarme, un membre de l'administration pénitentiaire ou un magistrat aura été exposé à un risque de contamination par une maladie virale grave dans l'exercice de ses fonctions, un dépistage HIV pourra être imposé. La loi Loppsi 2 nécessite une mobilisation d'ampleur. Le gouvernement frappe sur tous les terrains et sa politique sécuritaire est l'autre versant de sa politique antisociale. **Anne Leclerc**



Johannesbourg, le 26 août. Les fonctionnaires réclament des augmentations de salaire. (REUTERS/SIPHWE SIBEKO)

Suspension de la grève en Afrique du Sud

Les luttes sociales ne se sont pas arrêtées avec la coupe de monde de football. Au contraire, ces dernières semaines, un nouveau conflit massif et qualifié de « dur » s'est déroulé dans ce pays, le deuxième au monde pour ce qui est des inégalités sociales.

Le lundi 6 septembre, après vingt jours de lutte, les syndicats sud-africains ont « provisoirement » arrêté la grève de la fonction publique. Ils se sont donné trois semaines pour consulter leur base et décider s'ils acceptent la proposition salariale du pouvoir qu'ils avaient initialement rejetée.

La grève, commencée le 18 août dernier, avait mis en mouvement 1,3 million de membres de la fonction publique dont les salaires sont souvent extrêmement bas (au point qu'on pouvait lire sur les pancartes des manifestants : « les prostituées gagnent plus que les enseignants »). Elle touchait surtout les hôpitaux et les écoles, mais certains signes annonçaient une extension au secteur privé. Ainsi, le syndicat des mineurs, le NUM (National Union of Mines' Workers), avait annoncé le 27 août dernier une grève de solidarité pour le jeudi 2 septembre, avant de suspendre l'appel afin de permettre aux salariés et aux syndicats des services publics « d'étudier la proposition salariale » du gouvernement. Avec 320 000 adhérents, il s'agit de la plus grande fédération syndicale de branche en Afrique du Sud, dont l'industrie minière est le premier secteur économique.

Les salariés des services publics réclamaient une augmentation générale de

8,6% des salaires et une revalorisation de l'allocation d'aide au logement, qui est actuellement de 600 rands mensuels, à 1 000 rands (l'équivalent de 107 euros) pour permettre aux fonctionnaires de se loger dignement en suivant le coût réel des logements locatifs. Le gouvernement propose désormais une augmentation de 7,5% (après avoir d'abord proposé 7%) et une revalorisation de l'allocation logement à 800 rands, l'équivalent de 86 euros par mois.

HÉSITATIONS

Les syndicats hésitent à accepter ces augmentations inférieures à leurs revendications, mais ils doivent tenir compte d'une baisse relative de popularité de leur mouvement. D'abord massivement soutenu, celui-ci a perdu un peu de terrain parmi les familles pauvres dans la mesure où les urgences des hôpitaux ne fonctionnaient plus (des cas individuels de décès pour cette raison étant même signalés). Les familles des milieux populaires n'ont pas la possibilité, réservée aux élites de l'Afrique du Sud post-Apartheid, de scolariser leurs enfants dans le privé ou d'avoir recours aux cliniques privées.

Face à l'impact important de la grève, le gouvernement avait mobilisé jusqu'à 4 000 militaires afin de travailler aux

urgences des hôpitaux, pour y « assurer les soins, la sécurité et le nettoyage ». C'était le cas dans 64 hôpitaux au total. La mobilisation des militaires – ajoutée aux heurts importants entre grévistes et policiers – a contribué à produire des images spectaculaires du mouvement social.

Dans les coulisses, se déroulait aussi une lutte politique sourde entre les directions de l'ANC (African National Congress, le parti au pouvoir) et celle de la confédération syndicale Cosatu, forte de ses 2 millions de membres. La Cosatu forme avec le Parti communiste sud-africain (SACP) et l'organisation de jeunesse du parti dirigeant (Ancyl), une alliance soutenant en principe l'ANC, mais réclamant des progrès sociaux... au lieu de laisser s'enrichir une nouvelle bourgeoisie affairiste « noire » qui gravite autour de la direction de l'ANC. À travers cette grève, la Cosatu a tenté d'avancer dans le sens des intérêts des travailleurs tout en évitant de couper totalement le « cordon ombilical » avec l'ANC, dont elle était le « bras syndical » durant la période de la lutte contre l'apartheid.

Bertold du Ryon

en bref...

Succès du référendum en Turquie. Le 12 septembre 2010, 30 ans jour pour jour après le coup d'État militaire de 1980 qui a profondément traumatisé la Turquie, le projet constitutionnel (en réalité un ensemble d'amendements) du parti conservateur capitaliste au pouvoir AKP a été adopté par référendum par 58% des voix. Ce succès est en grande partie dû à la présentation de ce projet comme un moyen de tourner la page du coup d'État. Or, contrairement à cette affirmation (malheureusement relayée par certaines personnalités et organisations de gauche), la nouvelle constitution n'inclut que quelques avancées mineures et a surtout pour fonction d'adapter le fonctionnement institutionnel au néolibéralisme. Un élément marquant du référendum est le succès de la campagne de boycott du parti kurde BDP dans le

Kurdistan turc dans le cadre de son projet d' « autonomie démocratique ». Cela montre une nouvelle fois la nécessité d'un règlement politique de la question nationale et l'impossibilité de mettre de côté le mouvement kurde. Enfin, la campagne de « non de gauche » menée par plusieurs organisations et distincte des campagnes nationalistes pourrait ouvrir des perspectives de dynamisme pour la gauche radicale. (Voir aussi l'article dans *Tout est à nous !* la revue n°13 de septembre.)

Manifestations en ordre dispersé en Grèce.

La rentrée sociale, marquée chaque année par de grosses manifs à Salonique à l'occasion de la foire internationale, prenait cette fois une importance particulière. En effet, si les mobilisations ont marqué le pas en août, le gouvernement Pasok,

lui, continue d'appliquer les consignes du FMI et de l'Union européenne, avec des perspectives de privatisations, de hausse de la TVA, de casse des conventions collectives... La baisse du pouvoir d'achat se fait sentir fortement, les services publics (hôpitaux, éducation...) connaissent un manque criant de personnels... Or, la manif, ou plutôt les trois manifs de Thessalonique, si elles ont regroupé plus de 15 000 manifestantEs, sont en retrait par rapport à la gravité de la situation. C'est là le fruit bien sûr des tactiques de découragement des directions syndicales (Pasok), mais aussi des divisions catastrophiques du mouvement ouvrier. Dans les tâches de rentrée figurent donc la bataille pour l'unité dans les luttes, mais aussi un travail d'explication de masse sur des questions de fond comme le nécessaire refus de payer « leur » dette. À suivre!

100 millions de grévistes en Inde. Le 7 septembre, près de 100 millions de salariés de différents secteurs (banques, compagnies d'assurance, charbon, électricité, télécommunications, défense nationale, ports, transports routiers, pétrole et de secteurs non syndiqués comme la construction) ont fait la plus grosse grève depuis l'indépendance du pays. Organisée par plusieurs syndicats, la grève avait pour objectif de protester pour réaffirmer la capacité de négociation des syndicats et pour demander que l'État fasse cesser l'augmentation des produits de base, fasse appliquer le droit du travail, arrête le désinvestissement dans les entreprises du secteur public, protège les emplois des secteurs touchés par la crise... Le « miracle économique indien » ne s'applique pas aux travailleurs.

ÉTATS-UNIS Obama à la peine

À mi-mandat, la charge symbolique positive du métissage afro-américain d'Obama fait de moins en moins d'effet.

Obama est en mauvaise posture. Les Démocrates espérant se faire réélire au Congrès (Chambre des Représentants et Sénat) en novembre prochain, ne s'y trompent pas et font campagne en se distanciant le plus possible des choix politiques du président, sur le plan de réforme de l'assurance maladie comme sur la politique budgétaire. La question du déficit public, qui n'est en soi ni de droite ni de gauche, a pris le pas sur tout autre enjeu de politique intérieure, au point que l'économiste Paul Krugman a déploré dans le *New York Times* « l'échec national cuisant » consistant pour le gouvernement à « accepter le chômage de masse comme un état de fait ». Le gel des dépenses publiques est devenu une priorité pour Obama depuis quelques mois, à l'exclusion des dépenses dites essentielles : budget de la Défense, des Anciens combattants et de la Sécurité intérieure. Les programmes sociaux (Medicare, Medicaid et le système de retraites Social Security) pour les plus démunis ne devraient pas être touchés, si ce n'est qu'Obama n'exclut pas la mise en place d'une commission bipartite pour réfléchir, avec les Républicains, à la façon d'en réduire le coût global. Selon Krugman, le déficit public représenterait 78,7% du PIB en 2020. Or ce ne sont pas les aides sociales aux plus pauvres, par ailleurs bien maigres, qui en sont la cause, mais bien les aides fédérales aux plus riches. Outre le budget pharaonique de la Défense, la structuration du système d'imposition américain a fortement contribué à creuser la dette. Sous George W. Bush, les exonérations d'impôt pour les plus riches s'étaient élevées à plusieurs milliers de milliards (1,3 trillion) de dollars. Obama prévoit de mettre fin à ces cadeaux fiscaux, tout en reprenant l'argument cher aux Républicains selon lequel les allègements fiscaux encourageraient la création d'emplois. Pourtant, au plus haut du boom économique des années 1950 et 1960, les entreprises payaient un tiers de l'impôt fédéral et le taux d'imposition des personnes les plus riches (revenus supérieurs à 370 000 dollars) était de 90%, contre 35% aujourd'hui.

Le projet de loi de réforme du système bancaire actuellement en débat au Congrès est une indication supplémentaire de la tendance conservatrice de la gouvernance Obama. Le projet ne réinstaurait pas le système de protection post-Grande Dépression (loi Glass-Steagall Act de 1933), qui avait déclaré incompatibles les métiers de banque de dépôt et d'investissement. Un système fédéral d'assurance des dépôts bancaires avait alors été créé. Ces mesures furent abrogées en 1999 et menèrent à la crise financière actuelle.

Rien, dans le projet législatif du gouvernement, n'indique une volonté de placer les banques sous un quelconque contrôle étatique. En avril 2009, un amendement permettant d'allonger l'échéancier de remboursement pour plus d'un million de familles (Cramdown Amendment), a été mis en échec. Depuis, rien dans la politique d'Obama n'a prouvé une volonté d'inverser la tendance et de placer, même symboliquement, les travailleurs et les plus pauvres au cœur de la démarche du gouvernement fédéral.

Ambre Ivoll

Après le 7,

Grève chez les précaires

Difficile de faire grève quand on est précaire. Et pourtant ils sont là ce matin, les salariés et salariées précaires de l'Associatif éducatif et culturel de Perpignan. Des CDD, pour la plupart, à temps partiel ou à plein temps, regroupés sous le drapeau du syndicat qu'ils ont créé, il y a tout juste un an. Isolés dans des petites structures, ils ont décidé de se regrouper pour se battre. «*J'ai plus à perdre si cette réforme passe, que le salaire d'une journée de travail*» dit une gréviste. Elle est en sursis, son contrat ne sera pas renouvelé. L'association pour laquelle elle travaille va disparaître. Elle sait qu'en tant que précaire et femme, cette réforme est doublement injuste pour elle. «*Nos emplois, nos salaires, font nos retraites*», lit-on sur un panneau. Et c'est vrai qu'avec les baisses des subventions aux associations, nombre de ces salariées précaires vont se retrouver au chômage d'ici peu. La municipalité préfère investir dans des caméras de surveillance, abandonnant celles et ceux

qui par leur travail créent du lien social dans les quartiers. Certains, déjà au chômage, sont aussi venus. Il y a beaucoup de monde, entre 15 et 20000 manifestants. Plus loin défilent les assistantes à domicile. On annonce 15% de grévistes dans ce secteur, un chiffre jusqu'à ce jour inégalé. Dans le cortège, les discussions s'enchaînent. Et après? Et demain? Tout le monde sait qu'une journée de grève, même réussie, ne suffira pas à faire plier le gouvernement. La reconductible? Une nouvelle journée plus forte? On en discute, l'envie de continuer est là. Ce sera dur pour les précaires. Financièrement insupportable. On parle de solidarité financière, de caisse de grève... ils ne savent pas. Le 23, seront-ils là encore? Certains viendront, ils poseront une journée de congés. Très peu feront grève.

Sabine, Perpignan

La presse sous pression

C'est sous la pression et à la dernière minute que la fédération CGT du Livre a publié un communiqué évoquant la grève et la non-parution des titres. Mais, sans rien organiser, ni même rendre compte, après la journée du 7 septembre, des actions réellement tenues. Du coup, il est très difficile d'avoir une vision précise sur le plan national.

En Aquitaine et en région parisienne, l'appel bien réel des syndicats régionaux à la grève a été peu suivi dans les industries graphiques mais efficace en presse. Pas de *Sud-Ouest* ni de quotidiens nationaux. *L'Alsace* n'est pas parue non plus. En presse parisienne, la situation est toujours rendue difficile car le syndicat CGT des rotativistes (SIP) maintenait une nouvelle fois ses syndiqués au travail! Même situation pour le syndicat Info'Com-CGT des salariés dans les centres éditoriaux de presse et pour le syndicat des correcteurs CGT, présents dans

les rédactions alors que même FO au *Parisien* appelait à la grève... Un certain nombre de camarades de ces syndicats avaient «les boules» mais n'ont pas osé braver les consignes de leurs dirigeants qui sont aussi les principaux dirigeants de la fédération.

Pour le 23 septembre, faire venir à la manifestation tous les délégués des petites entreprises hors secteur presse serait déjà un progrès. Pour sa part, le syndicat général du Livre parisien (SGLCE-CGT) appelle à une nouvelle assemblée générale des délégués le 20 septembre pour décider (probablement) de répéter la grève avec non-parution des quotidiens.

Nous interviendrons pour proposer de continuer, dès le 24, la mobilisation sous la forme de blocage de deux titres nationaux de presse quotidiens par jour.

Jean-Yves Lesage, délégué syndical CGT, imprimerie

Ford Blanquefort

C'est dans un contexte très difficile pour l'usine que nous avons manifesté mardi 7 septembre. Nous étions entre 300 et 400 salariés sur un effectif de 1500. Le cortège était animé par une équipe militante CGT qui garde le moral: slogans, chants avec sono. Pourtant, il n'y a pas eu tant de discussions que ça les jours qui ont précédé la manifestation. Seule la CGT, sur les cinq syndicats présents sur le site, avait appelé à la grève et distribué des tracts pour la manifestation. Mais cette journée a été bien médiatisée et cela a bien aidé à la mobilisation. Pour notre usine, le climat social général est important car il peut redonner la pêche et aider les équipes militantes qui «galèrent» pas mal ces derniers temps. Car l'actualité de l'usine, c'est la menace d'une fermeture et de suppressions d'emplois dans un avenir proche. Dès l'année prochaine, nous

n'aurons plus de travail car l'arrêt de la production de boîtes de vitesse pour Ford est prévu pour mi-2011. Suite au scandaleux désengagement de Ford, la reprise de l'usine l'année dernière par le groupe allemand HZ se révèle être un échec complet, prévisible bien sûr. Du coup, la résignation domine. Les syndicats glissent vers la demande de négociation des conditions financières d'éventuels plans de suppressions d'emplois. Seule l'équipe CGT résiste et maintient le cap de la bataille pour la sauvegarde de tous les emplois. Réaliste ou pas, il n'y a aucune raison de lâcher.

Alors oui, le succès des manifestations du 7 et la perspective de celles du 23 font du bien au moral. On se dit que finalement il y a de l'espoir.

Correspondants

SNCF: après le 7 septembre

À la SNCF, la journée du 7 septembre a été un succès. Selon le CGT, une majorité (51,8%) de cheminots était en grève. Même connaît que les agents d'exécution étaient majoritairement en grève, le climat change, de nombreux grévistes, notamment non syndiqués, se sont déplacés pour aller grossir les rangs des manifestations. Ils étaient là lors des dernières journées d'actions.

L'idée qu'un «tous ensemble» est nécessaire pour faire reculer le gouvernement est largement répandue chez les cheminots. Il est admis qu'il faut aller au-delà de quelques journées de grève de 24 heures, aussi réussies soient-elles, pour imposer le retrait du projet de loi. Les cheminots mobilisés font qu'ils veulent s'inscrire dans un mouvement d'ensemble. Ils disent: la grève ne doit pas être celle des seuls transports, mais de tous les salariés.

Il nous faut en effet pousser dans le sens de la généralisation de la grève, malgré les hésitations que les militants ont pu ressentir – se mobiliser? Cette nouvelle journée d'action ne sera-t-elle pas dans l'eau? etc. –, les chiffres de grévistes montrent que les cheminots sont un des secteurs les plus mobilisés. Bon nombre d'équipes sont influentes, en particulier au sein de la CGT et de SUD-Rail, sachant qu'il faut aller dans un futur proche, vers la grève reconductible prolongée de l'économie pour faire plier le gouvernement. Une

Air France: vers la victoire

À Air France, la grève du 7 septembre a été bien suivie, notamment dans les secteurs les plus touchés par la pénibilité du travail: la maintenance, les services d'assistance. C'est là que les salariés connaissent les difficultés, celles de camarades de travail vivant peu de temps en attendant leur départ à la retraite. Une pénibilité liée dans «l'industriel» à la production de produits comme le skyrol et les éthers de glycol, en piste avec des bagagistes et le travail en horaires décalés par tous les temps. Aussi, la volonté d'en découdre pour le retrait du projet de Sarment présente, même si peu de syndicats poussent réellement à la grève du 7, cette semaine aurait évidemment été un meilleur moment pour étendre le mouvement, pousser à des grèves prolongées dans d'autres secteurs. Mais le 23 sera, nul n'en doute, très largement suivi.

Seule en grève dans le boulot

Lundi 6 septembre, avant de quitter le boulot, je prévient mon patron que je ne serai pas là le lendemain matin: «*Je veux aller à la manifestation pour les retraites?*», il réfléchit... «*En fait, tu vas faire grève?*» Exactement, faire grève, truc de dingue!

Mardi 7 septembre, 10 heures: je retrouve des collègues sous le drapeau de la boîte. Moins d'une centaine pour 6000 salariés, soit même moins que les délégués syndicaux. L'ambiance est sympa. Vers 13 heures, trempée, je retourne au boulot. Je tombe sur un collègue au courant que j'ai fait grève, «*trouve ça bien, le faisait il y a qu'une semaine, c'est vraiment nul de s'écraser comme ça sans rien faire et puis on sera convoquée par le chef n+3 et voilà...*» Globalement l'accueil est très positif. Tout le monde sait que je suis allée à la manif, même si j'étais seule. L'un d'eux me dit que s'il avait su, ça l'aurait motivé, un autre que je suis son «*idole*» d'avoir osé le faire et m'



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)



(PHOTO THÉQUE ROUGE/GP)

Don continue!

Septembre, généralisons la grève!

décompte de la direction re-grève. Signe que diqués, se sont aient bien plus

gouvernement aindra aller au- es soient-elles, insistent sur le n substance, ils e l'ensemble des

la grève. À ce le privé va-t-il un coup d'épée eminots consti- ipes syndicales ont conscientes ible, le blocage grève des che-

minots bien préparée, déterminée, contrôlée par la base, avec le poids économique qu'ils représentent peut y contribuer. D'autant plus que la SNCF est une entreprise étendue nationalement, ce qui peut permettre d'ouvrir des perspectives d'extensions dans l'ensemble du pays.

Force est de constater que les fédérations syndicales de cheminots ne prennent pas d'initiatives dans ce sens et se contentent de suivre les consignes de l'intersyndicale confédérale, qui se montre très hésitante à aller à l'affrontement avec le gouvernement. Un nouvel appel à la grève a été lancé par les fédérations de cheminots CGT, Unsa, SUD Rail et CFDT pour la journée interprofessionnelle du 23 septembre. SUD-Rail entend déposer un préavis de grève reconductible à compter de cette date. Au sein de la CGT-cheminots, à l'image des discussions qui ont lieu dans l'ensemble de la CGT, la pression se fait sentir pour que celle-ci contribue à la construction d'un tel mouvement.

Dans ce contexte, les assemblées souveraines des grévistes, les discussions et les décisions prises en commun, l'organisation que sauront se donner les grévistes et tous les militants du mouvement, par-delà les rivalités d'appareil, seront indispensables pour offrir une perspective de victoire. Car il n'y a que la lutte et la mobilisation la plus large des travailleurs qui pourront nous permettre de gagner.

Axel Persson

tesse de décollage

mmment dans les entenance et les gâts de la pénie- me santé après à la toxicité de e les dos cassés ps.

kozy est large- l'action. Après r tremplin pour s les différents . D'autant plus

que cette question de justice sociale pour les retraites fait écho à Air France et dans les entreprises des plateformes aéroportuaires avec celles des effectifs et des salaires. La baisse d'activité de 2008/2009 a servi de prétexte pour dégrader les conditions de travail, baisser les salaires en les faisant trainer derrière l'inflation. Autant de motifs de mécontentement et de raisons de partir en grève.

Et n'oublions pas qu'à Air France, les hauts cadres bénéficient, eux, d'une retraite chapeau qui leur garantit des revenus équivalents à 40% de leurs derniers salaires. Ainsi, Jean-Cyril Spinetta bénéficie d'une pension supplémentaire de 300 000 à 400 000 euros par an payée par le travail des salariés de la compagnie.

Léon Crémieux

ma boîte...

chef n+1 que je ation». «Sur les ement! Je vais

la banderole de pas 2%. Il y a

collègue. Il est quelques années, finalement, tu il des collègues veut savoir s'il urait peut-être ne paye le café!

Mon chef n+2 veut me parler. Il a prévenu mon chef n+3 parce que ce «cas» ne lui était jamais arrivé (ça doit faire au moins dix ans qu'il est chef) et qu'il ne sait pas comment faire... Il me rassure: «Je n'ai rien contre le fait de manifester ses opinions, pour la hiérarchie directe ça ne pose pas de problème grave, d'autant plus que ce n'est pas contre la boîte. Par contre, les ressources humaines ne sont pas très «souples», les opérateurs qui débrayent ont ensuite des difficultés pour évoluer, et du coup c'est comme tu veux: soit tu poses une demi-journée de congé, soit pas.»

Cela me laisse toute la nuit pour y penser... Je pars du boulot à 21 heures.

C'est horrible: je suis soulagée que les directions syndicales n'appellent pas avant le 23. Si je suis toute seule, je crois que je n'irai pas. Si une ou deux autres sont motivées, c'est bien... Mais ça va commencer à être chaud: je ne suis pas sûre que mes chefs apprécient la contagion.

Alice Prunet, entreprise métallurgie du Sud de la France



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/CLAUDE ROELEN-DEQUIDT)

Meetings unitaires

Montreuil

Au lendemain de la grande manifestation du 7 septembre, le meeting du Collectif unitaire a rassemblé près de 1 000 militants à Montreuil. L'ambiance était un peu plombée par la nouvelle de la date choisie par l'intersyndicale pour la prochaine journée de grève et de manifestations nationales, le 23 septembre.

Malgré tout, la plupart des militants ont résisté au (trop) long défilé des 22 intervenants. Les deux «pauses» vidéos illustrant joliment les propos des orateurs ont permis à tous de souffler un peu. L'alternance des représentants des partis politiques de gauche, des organisations syndicales et du mouvement social illustrait le partage des tâches que certains voudraient voir intouchable entre partis et syndicats. Une entrée en matière virulente par le représentant de la Fondation Copernic tentait d'effacer la désillusion provoquée par l'annonce des décisions de l'intersyndicale.

Pourtant, chacun s'accordait à reconnaître que, d'une part, la question des retraites, «mère» de toutes les réformes, est bien une question politique et que, d'autre part, beaucoup des participants à la mobilisation du 7 septembre n'avaient pas que la question des retraites en tête. L'affaire Woerth-Bettencourt, les salaires, les conditions de travail et les suicides, les suppressions de postes et fermetures d'entreprises alimentent la colère et posent la question de la légitimité de ce gouvernement, non seulement à s'attaquer à notre système de retraites mais à gouverner tout simplement.

Car, au-delà du constat commun, se font jour des réponses différentes. Certains sont partisans d'accumuler le mécontentement et le rejet du gouvernement en prévision des échéances électorales de 2012. Les autres veulent que ce soit la mobilisation des salariés, de la population, qui, dès maintenant, impose le retrait du projet de loi et la mise en question de la légitimité du gouvernement. Reste encore à se mettre d'accord sur la tactique de luttes. L'appréciation du report au 23 septembre de la prochaine initiative nationale par l'intersyndicale illustre les désaccords: priorité au maintien de l'unité pour les représentants de la FSU ou de l'Unef, critique ouverte avec refus de signer la déclaration finale pour Solidaires, respect des décisions de l'intersyndicale pour le PCF, le PS, les Verts ou la Gauche unitaire, et refus de se laisser enfermer dans ce calendrier pour le NPA.

Au total, avec une fin de meeting dynamisée par les interventions de Gérard Filoche et Olivier Besancenot, tout le monde s'est accordé à faire du 15 septembre une journée relais de la mobilisation avant de submerger le pouvoir lors de la journée du 23 septembre et jusqu'à la victoire finale. Avec la dénonciation de l'illégitimité du gouvernement, le «tous ensemble» pour le retrait de son plan sur les retraites a fait l'unité.

Robert Pelletier



1 000 personnes ont assisté au meeting unitaire à Montreuil. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Clermont-de-l'Oise

Le 8 septembre, les organisations politiques, syndicales et associatives de gauche de l'Oise se sont rassemblées à Clermont-de-l'Oise pour un grand meeting unitaire. Devant près de 350 personnes, se sont succédé Attac, la LDH, la Gauche citoyenne, la Gauche unitaire, la CGT, l'Unsa, la FSU, Europe-Écologie, le PG, le PCF, le NPA, le PS et le Parti radical de gauche (PRG). Deux tables rondes ont été organisées, l'une portant sur les suites à donner à la mobilisation du 7 septembre, l'autre sur les projets alternatifs à la contre-réforme du gouvernement.

Étant donné le panel très élargi des organisations, les revendications n'étaient pas toujours aussi audacieuses d'un intervenant à un autre. Ainsi, Michel Français, député PS, a solennellement promis qu'en cas de victoire en 2012, le PS reviendrait à la retraite à 60 ans... sans préciser à quel taux. Marie-George Buffet a reconnu que le gouvernement Jospin – dont elle faisait partie – aurait dû revenir sur la contre-réforme de 1993 et que cette erreur n'était plus à reproduire. Le PRG a même évoqué la capitalisation des pensions pour les hauts revenus. L'unité portait donc essentiellement sur le symbole du départ à 60 ans. Par ailleurs, les intervenants ne s'étaient pas concertés avant leurs prises de parole, personne n'a évoqué la grève générale, bien qu'elle soit revendiquée par nombre d'organisations, dont le NPA.

Cependant, ce meeting a permis d'entendre des propositions et des analyses souvent complémentaires, notamment sur la répartition des richesses et le financement des retraites. L'occasion pour Attac de démontrer que les 30 milliards d'euros «manquants» pour financer les retraites correspondent à l'écart des recettes de l'État entre 2008 et 2009. Pour le NPA, Léon Crémieux a rappelé l'urgence de revenir sur toutes les contre-réformes des retraites depuis 1993, voire au-delà: retraites à 60 ans à taux plein et 55 ans pour les carrières pénibles, après 37,5 annuités maximum.

Le meeting s'est conclu sur la nécessité de mobiliser les jeunes (très peu nombreux dans la salle) pour gagner la bataille pour les retraites. Il fut aussi l'occasion de condamner la politique xénophobe du gouvernement, en rendant hommage aux grévistes et familles sans papiers de l'Oise, présents ce soir-là.

Gilles Pagaille

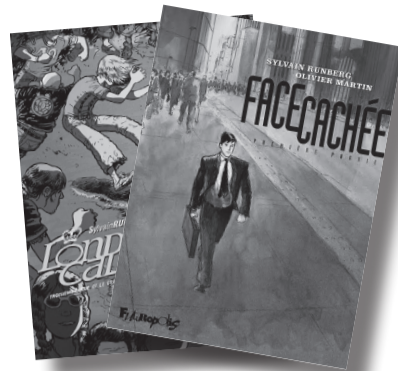


www.npa2009.org/npa-tv

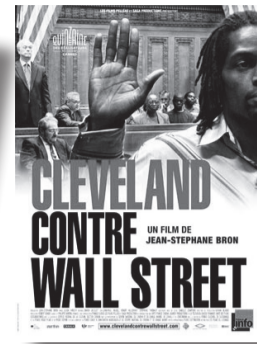
Parfois, il faut faire didactique. Mais autant faire ça de manière humoristique. En 20 minutes, on explose tout ce que le gouvernement tente de nous faire avaler depuis 20 ans au sujet des retraites... Cet extrait de la conférence gesticulée Inculture(s) 5, « Travailler MOINS pour gagner plus... ou l'impensé inouï du salaire », nous rappelle qu'en expliquant bien, on comprend beaucoup mieux ! Écoutons donc Gaël Tanguy et Franck Lepage, de la Scop Le Pavé. N'hésitez pas, au passage, à visiter leur site : www.scoplepave.org



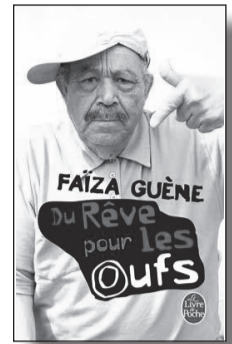
DVD
LA PRIMA LINEA
Renato de Maria
La question du terrorisme semble être devenue une veine cinématographique plutôt fertile. Les réalisateurs allemands ou italiens (et récemment japonais), pour des raisons historiques évidentes, se sont régulièrement penchés sur ce sujet. Les « années de plomb » notamment (dont on occulte souvent la terreur d'extrême droite et les 85 morts de la gare de Bologne en 1980) fournissent de la sorte une terrible matière narrative. *La prima linea* s'attache ainsi à dépeindre le deuxième principal groupe d'extrême gauche, derrière les Brigades rouges, issu d'une scission de la Lotta continua. En suivant le parcours et la romance de son « couple en chef », se révèle surtout l'échec d'une logique de violence de plus en plus vainement revancharde, qui finit par se suffire à elle-même et terminer dans un cul-de-sac dramatique pour ses principaux acteurs.
King Martov



BD
LONDON CALLING TOME 3
Sylvain Runberg & Phicil
Futuropolis/18 euros
et FACE CACHÉE
Sylvain Runberg & Olivier Martin
Futuropolis/18 euros
Avec deux nouveaux albums, Sylvain Runberg confirme son statut de scénariste de BD à la fois prolifique et talentueux. *London calling* est la fin des aventures d'inspiration autobiographique de deux Marseillais partis un an à Londres au début des années 1990. Attirés par la richesse musicale de l'Angleterre léguée par Thatcher, ils en découvrent le côté obscur avec la misère de masse et la violence des rapports sociaux. *Face cachée* est inspiré du graphisme du manga japonais. Satoshi, trentenaire japonais qui travaille dans une grande entreprise à Tokyo alors que sa famille vit en lointaine banlieue, mène une double vie. Il entretient une liaison avec une secrétaire de sa société, ce qui attise la jalousie d'un de ses collègues. Deux récits très réussis dans deux univers très différents.
Sylvain Pattieu



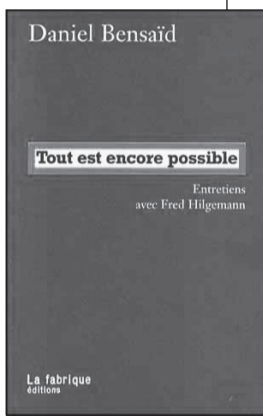
CINÉMA
CLEVELAND CONTRE WALL STREET
Jean-Stéphane Bron
En 2007, la crise des subprimes aux USA a jeté 3 millions de familles à la rue. Cet excellent documentaire nous explique les mécanismes de cette arnaque et permet surtout aux victimes de raconter comment leur quartier et leur vie ont été dévastés. En 2008, la ville de Cleveland (Ohio) porte plainte contre 21 banques de Wall Street. Après des mois de blocages, la ville décide d'organiser un procès fictif avec de vrais avocats, un vrai juge et surtout de vrais témoins, les pauvres, blancs et surtout noirs, qui sont les principales victimes. Les témoignages sont bouleversants : le policier qui craque quand il doit expulser une vieille dame, le jeune dealer, fort en calcul de pourcentages, qui se fait embaucher par les banques pour faire signer les contrats, l'homme qui perd sa maison et qui risque de perdre aussi ses enfants, soldats en Irak... Un film à voir et à faire voir.
Ross Harrold



LIVRES
DU RÊVE POUR LES OUFES
Faïza Guène
Livre de poche/5 euros
Ahème a 24 ans et vit dans une cité d'Ivry. Elle enchaîne les petits boulots et tente tant bien que mal de s'en sortir. Mais entre son petit frère de plus en plus turbulent et son père un peu fêlé – séquelle d'un accident sur un chantier –, pas facile de gérer ! Alors, pour s'évader, elle écrit : « C'est plutôt des nouvelles sociales, je dirais. Des histoires de gens qui galèrent parfois parce que la société ne leur a pas donné le choix, qui essaient de s'en sortir et de connaître un peu le bonheur. – Et ça intéresse les gens, ça ? » Faïza Guène aborde la vie quotidienne dans les quartiers, les rafles de sans-papiers, la drogue, les bandes, le retour au bled, les discussions entre copines... Mais toujours avec un style percutant et un grand sens de l'humour, qui en fait un moment de lecture extrêmement agréable !
Henri Clément

l'essai
TOUT EST ENCORE POSSIBLE

Entretiens avec Fred Hilgemann
Daniel Bensaïd
La Fabrique éditions
80 pages
8 euros



Fred Hilgemann est réalisatrice de documentaires politiques pour la télévision et le web. Au cours du travail de préparation de *L'Épreuve des urnes* (consacré à la campagne présidentielle 2007 de la LCR) et *68 non-stop*, elle a longuement « interviewé » Daniel Bensaïd, en 2007 et 2008. Ce petit livre reprend ces deux entretiens. Daniel y retrace ses premières années d'engagement militant à l'UEC (étudiants communistes), son exclusion, la fondation de la JCR, Mai 68 ainsi que ces années d'effervescence révolutionnaire. Il revient sans complaisance sur la violence, autolimitée en 1968, mais exerçant ensuite une fascination certaine sur une génération de « jeunes gens pressés ». Il manifeste une indignation jamais démentie face aux reniements de ceux qui, depuis, profitent médiatiquement d'une « espèce de rente symbolique de situation pour avoir été soixante-huitard ». Et, à nouveau, il défend le cœur de l'héritage de Mai 68 – la grève générale ouvrière – face à ceux qui veulent réduire les « événements » à leur dimension culturelle et sociétale : « tout cela est vrai, mais ça s'est produit partout dans le monde sans qu'il y ait besoin d'une grève générale [...] Ce n'est donc pas ça qui caractérise 68 ou qui fait que 68 puisse encore nous intéresser ». Dans le second entretien, Daniel commente la campagne 2007 d'Olivier Besancenot. Mais, surtout, il livre ses réflexions sur le système politique français, le poids démesuré de l'institution présidentielle et ses conséquences : en particulier, la pression en faveur du bipartisme et la transformation des candidats en « people politique ». Sans esquiver la contradiction : « C'est un paradoxe pour nous : on est contre ce système, on est contre le principe d'une élection présidentielle et on est quand même obligé d'en jouer le jeu, quitte à le dénoncer... » En conclusion, il évoque les « mésaventures » possibles de la future présidence Sarkozy : « qu'il soit confronté à un nouveau CPE, comme Villepin en 2006... » Prémonitoire ?
François Coustal

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

ROCK SANS PAPIERS Tous à Bercy !

Ça va crier le 18 septembre à Bercy, mais aussi chanter, danser, parce qu'au bout du compte on va gagner ! On compte sur vous !

Venez dire stop aux expulsions, au harcèlement des Roms, à la traque des familles et des travailleurs sans papiers, aux vilaines insinuations sur la déchéance de la nationalité française, stop à la future loi Besson ! Sylvain, parrain RESF de Montreuil et producteur de musique, a voulu dire de façon festive notre ras-le-bol, d'où l'idée grandiose de remplir Bercy le samedi 18 septembre, peu avant le dépôt de la nouvelle loi Besson. RESF, la LDH, la Cimade, Solidaires, la FSU, la CFDT, la CGT des onze organisations de soutien de la grève des travailleurs sans papiers, s'associent au projet. En tout, 20 associations sont solidaires aujourd'hui. La mairie de Paris met Bercy à disposition. Quant à l'affiche... Jane Birkin viendra interpréter *la Javanaise*. Abd Al Malik, Agnès Bilh, Cali, 113, Cheb Bilal, Jeanne Cheral, Clarika, Jacques Higelin, Agnès Jaoui, Émilie Loizeau, Nofel Oxmo Pucino, les Têtes Raïdes, Tryo, les Wampas et d'autres... chanteront gracieusement ! Tous et toutes ont signé, comme près de 9000 personnes à ce jour, l'Appel du 18 Septembre. Nous, auprès des artistes, musiciens, comédiens, réalisateurs, écrivains, plasticiens, professionnels de la musique, du spectacle, du cinéma, de l'information, de la culture, des scientifiques et universitaires, des personnalités associatives, syndicales et politiques, avec la majorité des citoyens français, nous déclarons solidaires des milliers de sans-papiers qui grandissent, étudient et vivent à nos côtés dans notre pays. Nous refusons que des enfants, souvent nés et scolarisés en France, soient expulsés

avec leurs parents vers des pays qu'ils ne connaissent pas ou plus et dont certains ne parlent même pas la langue. Nous refusons que des parents soient arrêtés, menottés, rudoyés, humiliés et enfermés dans des centres de rétention administrative sous les yeux de leurs enfants. Nous refusons que des familles, parce qu'elles n'ont pas de papiers, soient séparées, le père brutalement expulsé à des milliers de kilomètres tandis que la mère et les enfants restent ici, souvent dans la misère et traumatisés à vie. Nous refusons que des travailleurs, qui bien souvent exercent leur métier dans des conditions pénibles, car sans droit, dont la plupart cotisent (retraites, maladie, chômage...) et paient des impôts en France vivent en permanence dans la peur et la clandestinité. Nous refusons les lois Besson sur l'immigration qui bafouent le droit d'asile français et font honte au pays des droits de l'homme. Nous appelons à résister à ces pratiques indignes et inhumaines. Après la sérénade à Besson sous les fenêtres de son ministère, après la réussite de la

manif anti-xénophobie du 4 septembre, faites de cette initiative un succès ! Prenez vos places, pour vous, pour offrir autour de vous ou à des sans-papiers, en envoyant un don mention « Rock sans papiers » à RESF, s/c EDMP, 8, impasse Crozatier, 75012 Paris.

Pierre Lafrance (Resf94 et NPA Vitry)

Pour signer l'appel, acheter ses places, tout savoir sur le concert : www.rocksanspapiers.org



POLÉMIQUE

Marx et ça repart !

Frédéric Gudéa répond à une tribune publiée par Philippe Pignarre dans Libération, dans laquelle celui-ci exprime sa déception du NPA.

Pourquoi Philippe Pignarre pleure-t-il à chaudes larmes de crocodile sur la déception produite par le NPA? Dans une tribune publiée par Libération, il nous révèle la racine du mal : «Le NPA est anticapitaliste, la LCR était révolutionnaire. Ce ne devrait pas être la même chose. Or, le NPA emploie le plus souvent les mots d'avant comme si la transformation n'avait pas eu d'effets. On lit fréquemment dans ses textes qu'il faut «renverser» le capitalisme». Beaucoup de nos intellectuels chantent la même chanson dont le sous-titre invisible est Marx est mort. Oubliez Le manifeste communiste et Le Capital, ne soyez plus ringards, lisez plutôt Michel Foucault, Gilles Deleuze, Jacques Rancière et Pierre Bourdieu. Alain Badiou vous offre un petit panthéon portatif avec Derrida et Lacan. Michel Onfray propose une BD sur Nietzsche. La confusion est à son comble. Cet éclectisme branché est la transposition dans le monde des idées de la spéculation boursière. Chaque nouvelle valeur susceptible d'offrir un rendement critique supérieur doit être adorée. Avez-vous lu Isabelle Stengers, Giorgio Agamben, Bruno Latour et Judith Butler?

La richesse des sociétés ou règne le capitalisme apparaît aussi comme une gigantesque accumulation d'idées. Toutes sont intéressantes car elles disent quelque chose sur nos sociétés mais pour l'essentiel, elles restent dans le cadre du capitalisme et reproduisent sa domination même si elles en critiquent certains aspects. Toute critique n'est pas anticapitaliste. Alors, comment s'y retrouver dans cette jungle?

La critique du capitalisme est née avec le capitalisme lui-même au XVI^e siècle. Elle a proliféré dans de nombreuses directions et c'est seulement au XIX^e siècle, avec l'essor du capital industriel, que naît un nouveau paradigme, une théorie cohérente : le marxisme. Sa naissance évoque celle de la relativité restreinte lorsqu'Einstein a repensé les fondements de la physique en unifiant la mécanique et l'électromagnétisme. Marx et Engels, c'est l'anticapitalisme chimiquement pur. La force du marxisme, c'est sa cohérence intellectuelle et sa portée politique. Une théorie unifiant l'histoire, l'économie, la sociologie, la philosophie et la politique dans le but de rompre avec le capitalisme. À l'heure de la plus grave crise du capitalisme depuis 1929 et la Grande Dépression, Marx est plus que jamais pertinent et le marxisme notre meilleure arme intellectuelle dans le combat anticapitaliste.

Le marxisme n'est pas une religion dont Le Capital serait la bible, au contraire, comme le disait Marx dans ses *Thèses sur Feuerbach*, «les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, ce qui im-

FAUT-IL JETER MARX DU NPA ?



porte, c'est de le transformer», et quelle transformation!

Entre la mort de Marx en 1883 et 1914, le marxisme est devenu la référence de la social-démocratie en plein essor. La Première Guerre mondiale a apporté la faillite de la social-démocratie et la victoire des bolcheviks en Russie. La révolution russe, la prise du pouvoir et les politiques mises en œuvre ont été inspirées par Marx. Entre 1917 et la prise du pouvoir par Staline en 1927, Marx et le marxisme ont été au cœur de la création des partis communistes et de leurs succès de masse. Staline a alors créé un nouveau paradigme : le stalinisme. Son vocabulaire est celui de Marx mais sa pensée est rigide et ne sert qu'un objectif : la défense exclusive des intérêts de l'URSS.

L'actualité du renversement du capitalisme et de Marx

Les horreurs du stalinisme en Russie et ailleurs ont bien été commises au nom de Marx et, 80 ans plus tard, on continue de marteler Marx = goulag. Vous êtes marxiste? Donc vous êtes pour le goulag! Au NPA, cette opinion existe parfois aussi dans la version Lénine = goulag. Outre ses victimes par millions, Staline nous a aussi laissé ça en héritage. C'est tellement vrai qu'en occident, les partis communistes,

pour en finir avec le stalinisme, ont jeté par dessus bord Marx et Lénine. En France, ils n'ont plus droit de cité au PCF. À tel point qu'un courant du PCF propose de renouer avec le marxisme!

Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon est lui résolument républicain et non marxiste. Son responsable économique, Jacques Généreux, venu lui aussi du PS, est keynésien et anti-marxiste. La LCR avait quelques défauts mais parmi ses qualités, elle a conservé Marx et développé le marxisme. Après la disparition de Daniel Bensaïd, nous sommes à un moment crucial pour le NPA : allons nous jeter Marx et le marxisme par dessus bord ou les liquider silencieusement?

Inversement, si Marx, Engels et le marxisme sont au cœur de notre analyse et de notre critique du capitalisme contemporain, comment intégrer ceci dans la vie des comités, des commissions, des groupes de travail, dans la presse, dans nos tracts, dans la formation et plus largement dans la construction de notre parti révolutionnaire de masse?

Frédéric Gudéa

On peut lire le blog de Frédéric Gudéa sur : <http://gudea.revolublog.com>

hommage

WILEBALDO SOLANO dernier leader du Poum

Notre camarade Wilebaldo Solano est mort à l'âge de 94 ans à Barcelone, la ville catalane qui fut le cœur de la révolution dans la guerre d'Espagne. Lorsque le général fasciste Franco prend la tête de la sédition militaire contre la République espagnole en 1936, Wilebaldo a 20 ans et se lance comme des milliers de jeunes de son âge à l'assaut des étoiles, cherchant à faire triompher la révolution socialiste tout en assumant les tâches périlleuses qu'imposait la lutte contre la montée du fascisme. Militant du Parti ouvrier d'unification marxiste (Poum), il prend la tête des jeunesses de ce parti, les jeunesses communistes ibériques, et revendique un socialisme révolutionnaire antibureaucratique et antistalinien. Wilebaldo et tous les militants du Poum ont fait face avec courage aux troupes de Franco, tout en sachant que les stalinien constituaient une autre redoutable menace dans leur dos. De nombreux militants du Poum ont été assassinés par les stalinien au premier rang desquels, la principale figure de ce parti, Andreu Nin, enlevé, torturé puis assassiné. Cette tragédie racontée de façon inoubliable par Georges Orwell dans *Hommage à la Catalogne* est aussi le fil conducteur de *Tierra y Libertad*, de Ken Loach, un film dans lequel se reconnaissait Wilebaldo Solano et qui lui avait donné l'occasion de participer à de nombreux débats. Wilebaldo a lui aussi échappé à un attentat en 1937 avant d'être arrêté puis emprisonné en 1938. Il s'évade début 1939 avant d'être livré aux franquistes et rejoint en France Daniel Guérin, Marceau Pivert et Victor Serge. Il est arrêté en 1941 par les autorités vichystes et n'est libéré qu'en 1944 par la Résistance. En 1947, à Paris, il reconstitue le Poum pour poursuivre à la fois la lutte contre le franquisme et celle pour la révolution socialiste.

Wilebaldo n'a cessé de voyager pour témoigner mais aussi pour transmettre. Il avait les yeux tournés vers un avenir qu'il espérait débarrassé de la barbarie, de l'injustice, de l'exploitation, de l'oppression. Son infatigable combat n'est pas vain. Enfants et petits-enfants du Poum sont là pour continuer le combat. Companero Solano? Presente!

Fred Borrás

À lire : *Le Poum. Révolution dans la guerre d'Espagne*, Wilebaldo Solano, Éditions Syllepse



Solano (à d.) et Andreu Nin. (DR)

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Français : gage d'honnêteté. B. D. (Nord) :

Notre président ayant usé jusqu'à la trame, lors de précédentes élections, l'épouvantail sécuritaire qui plaît tant aux Français, le voilà acculé, pour les présidentielles de 2012, à franchir la frontière, certes de plus en plus ténue, qui sépare l'UMP du FN. Et les sondages effectués auprès d'une population foncièrement franchouillarde leur donnant raison, les Hortefeux, Ciotti, Lefebvre et autre Estrosi poussent «à qui mieux mieux» une vieille rengaine populiste et démagogique qui désigne l'étranger comme responsable de tous les maux d'une société. On l'accusait déjà de voler le pain des Français, puis de profiter du système social, et voilà qu'il se met à occuper les prisons à la place de ces mêmes Français... non mais!

Problème... et de taille, tous ces Arabes et ces noirs (puisque c'est bien d'eux dont on parle en citant pudiquement les étrangers) sont, majoritairement, français (mis à part quelques Auvergnats...) ! Alors, finalement, la délinquance est bien commise par des... Français ! Qu'à cela ne tienne, on va «défranciser» Mohammed, «sénégaliser» Mamadou... et puis finalement, pourquoi ne pas «renationaliser» les délinquants français hors des normes édictées par la République sarkozienne : et hop, nationalité canaque aux délinquants calédoniens, nationalité corse aux mafieux de l'île de Beauté... Ah, pauvre, pauvre général de Gaulle qui a fait venir en son temps et par bateaux entiers des populations nord-africaines pour participer

activement au grand essor du pays... à peine les asticots de Colombey ont-ils terminé de le nettoyer que ses pseudo-héritiers lui gavent la postérité de honteuses couleuvres posthumes ! La France «bêret/baguette» n'est pas morte, loin s'en faut... d'autant que l'écho du chant patriote : «Sarkozy nous voilà, devant toi le sauveur de la France...» provient aussi très distinctement de l'électorat de gauche... enfin, d'une certaine gauche, dirons-nous un peu naïvement !

Flaubert et les Bohémiens. B. H. (Paris) : Un texte de Flaubert d'une étrange actualité... «Je me suis pâmé, il y a huit jours, devant un campement de Bohémiens qui s'étaient établis à Rouen. Voilà la troisième fois que j'en vois. Et toujours avec un

nouveau plaisir. L'admirable, c'est qu'ils excitaient la haine des bourgeois, bien qu'inoffensifs comme des moutons. Je me suis fait très mal voir de la foule, en leur donnant quelques sols. Et j'ai entendu de jolis mots à la Prudhomme. Cette haine-là tient à quelque chose de très profond et de complexe. On la retrouve chez tous les gens d'ordre. C'est la haine qu'on porte au Bédouin, à l'Hérétique, au Philosophe, au Solitaire, au Poète. Et il y a de la peur dans cette haine. Moi qui suis toujours pour les minorités, elle m'exaspère. Du jour où je ne serai plus indigné, je tomberai à plat, comme une poupée à qui on retire son bâton.» Gustave Flaubert, lettre à George Sand, 12 juin 1867 (*Correspondance*, éditions de la Pléiade, tome 5, pages 653-654)

FÊTE DE L'HUMANITÉ Le NPA est dans la place !

Du 10 au 12 septembre, le NPA a pleinement participé à la Fête de l'Humanité, animant des débats et marquant la fête de sa présence.

La seconde apparition du NPA à la fête de l'Humanité a été une pleine réussite politique. Pendant trois jours, des dizaines de milliers de tracts et de faux billets de 500 euros à l'effigie de Woerth et Sarkozy ont été distribués et des dizaines de contacts et demandes d'adhésions au NPA – qu'il nous reste maintenant à concrétiser – ont été faites. D'innombrables discussions se sont tenues avec des militants syndicaux, associatifs et politiques, s'arrêtant pour mieux comprendre nos positions, dans une ambiance toujours fraternelle. Jamais le NPA n'a été autant en phase avec les attentes exprimées par les acteurs du mouvement social, jamais non plus il n'a été mis face à de telles responsabilités. L'issue du bras de fer entre la classe ouvrière et le gouvernement sur le projet de contre-réforme des retraites marquera durablement le rapport de forces. Si le mouvement social, à l'offensive comme à l'occasion du mouvement contre le CPE, se donne les moyens d'imposer par la grève et par la rue le retrait pur et simple de la contre-réforme, c'est l'ensemble du système Sarkozy qui serait touché. Cela serait un formidable encouragement pour revenir sur toutes les mesures liberticides, xénophobes et racistes,

tout de suite et sans attendre 2012. Car non, nous n'avons aucune raison de croire aux paroles lénifiantes tenues aujourd'hui par les dirigeants du PS qui prétendent remettre en cause les lois antipopulaires de l'actuel gouvernement. Ils ne l'ont jamais fait lorsqu'ils étaient aux affaires. Un effort de décoration particulier avait été fait pour que notre stand soit accueillant et puisse tenir dans de bonnes conditions trois débats en phase avec l'actualité politique et sociale. Le premier, intitulé «l'urgence démocratique» et animé par notre camarade Omar Slaouti, fut l'occasion, dans une salle pleine, pour Gabriel Mouesca, militant anticarcéral, ancien prisonnier politique de l'État français, d'aborder de façon concrète la place de la prison dans le cadre de la répression de classe que subissent l'écrasante majorité des détenus sociaux qui peuplent les prisons. A été souligné aussi l'ignoble et massif enfermement des personnes victimes de troubles psychiatriques, abandonnées ainsi sans soins adaptés. Pierre Tévanian, animateur du site «les mots sont importants» dénonçait quant à lui la campagne raciste et islamophobe dont sont la cible les jeunes des quartiers populaires.

Le deuxième débat, animé par Robert Pelletier et Camille Jouve, militants de la commission intervention sur les lieux de travail (Cilt) du NPA, a permis de faire le point sur l'état de la mobilisation après le 7 septembre et les perspectives pour des prochaines échéances qui s'annoncent cruciales (lire pages 6 et 7). Enfin, dimanche midi, pour le troisième débat, notre camarade Vanina Giudicelli s'est entourée du sociologue Razmig Keucheyan, auteur d'*Hémisphère gauche, une cartographie des nouvelles pensées critiques* et de Benoît Borrits,

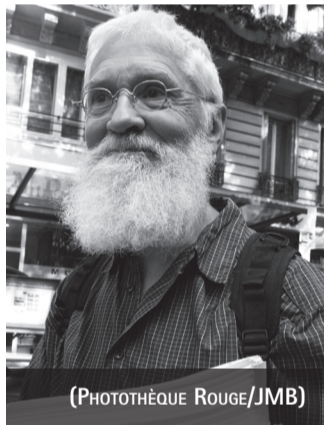
contributeur au livre *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*. Les échanges passionnants qui ont animé ces rendez-vous montrent à quel point le débat d'idées, l'exigence d'élaborer de nouvelles propositions à la lumière des expériences passées sont indispensables au NPA comme à tous ceux qui prétendent construire un projet pour un socialisme du XXI^e siècle. Organiser de telles initiatives est de notre responsabilité.

Alain Pojolat



Débat «urgence démocratique» dans le stand du NPA. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DA)

Poupardin : verdict le 6 octobre



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Une centaine de personnes se sont retrouvées mercredi 8 septembre au tribunal de Créteil (Val-de-Marne) pour soutenir Didier Poupardin : parmi elles, des patients, des militants d'associations de Vitry (RESF, Mrap), des responsables de syndicats de médecins ou de

salariés (CGT, Solidaires, FSU), des militants de LO et du NPA et des élus PS et PCF d'Île-de-France, du Val-de-Marne et de Vitry. Les médias de la presse écrite et audiovisuelle étaient présents. Ces derniers jours, des personnalités du monde médical, associatif, syndical et politique se sont indignées de la tenue de ce procès, et de nombreux médias se sont fait l'écho de la procédure lancée par la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) du Val-de-Marne contre Didier Poupardin car il refuse de remplir les ordonnances «bizona» de ses malades en affection longue durée (ALD) suivant les règles : à savoir en distinguant les médicaments relevant de l'ALD dans la zone à 100% et les autres dans la zone à remboursement «normal». Pour lui, les malades sont des personnes que l'on ne saucissonne pas et qui doivent être soignées dans leur globalité et donc bénéficier du remboursement intégral de leurs soins. Le verdict du procès reporté en juin pour le 8 septembre (car la CPAM avait alors «oublié» de commettre un avocat !) a été mis en délibéré pour le 6 octobre. L'avocate du Dr Poupardin a fait remarquer que des procédures ont déjà été engagées par la CPAM pour qu'il paye plusieurs milliers d'euros de pénalités, retards et dédommagements avant même que le procès ait eu lieu. Elle a aussi fait remarquer que parmi les ordonnances litigieuses, certaines n'émanaient pas du Dr Poupardin. D'autres avaient par ailleurs été remises dans le dossier alors que dans un premier temps elles en avaient été retirées. L'avocate a ainsi démontré l'acharnement de la CPAM à sanctionner Didier Poupardin. C'est bien dans un contexte général de criminalisation du mouvement social que la Sécu s'attaque à un médecin de quartier qui ne pratique aucun dépassement d'honoraires et ne ménage pas sa peine auprès des sans-papiers de Vitry. Le comité de soutien, très actif à Vitry, a déjà mobilisé depuis plusieurs mois et particulièrement depuis fin août pour préparer ce procès. Il a appelé à rester vigilants et à une rencontre le 6 octobre au soir pour évaluer les actions futures à mener en fonction du verdict.

Roms : «un toit, une école, on reste ici!»

Avec des dizaines de milliers de soutiens, les Roms de Triel (Yvelines) ont osé descendre dans la rue crier leurs revendications avec émotion. Présentes depuis fin 2007 sur un terrain industriel désaffecté, loin de tout, sur la plaine de Triel-Chanteloup, ces 20 familles se battent pour vivre décemment en France avec le collectif Romyvelines. Récemment élargi et renforcé, le collectif (membre de RomEurope) multiplie les initiatives depuis trois ans pour trouver des solutions. Malgré les embûches politiques et judiciaires (onze obligations de quitter le territoire, quatre arrêtés de reconduites à la frontière, avis d'expulsion du terrain), le blocage des allocations familiales, le rejet du moindre travail légal, les parcours du combattant pour la scolarisation ou l'obtention d'un logement, les conditions quasi moyenâgeuses de vie sur

un terrain sans eau ni électricité, ni ramassages d'ordures, malgré le dénuement extrême dans des caravanes de fortune, le harcèlement et le racisme ambiant, ils tiennent bon. La honte, c'est ce que ce gouvernement leur fait vivre. La présence de ces familles roms ne dérange pourtant personne, sauf le maire PRG de Carrières-Poissy, Eddie Ait, qui, tout homme de «gôche» qu'il se prétend, a osé écrire à Sarkozy pour demander l'application des directives d'expulsion du terrain et du pays! Mais de façon «humaine»... Ben voyons! À l'heure où l'on a la preuve que la circulaire gouvernementale était bien discriminatoire et visait en priorité les Roms, cette participation honteuse à la chasse à l'homme donne encore plus la nausée. Pratiquant le double langage et la manipulation de l'opinion, ce sulfureux allié électoral d'autres partis de gauche n'a

pas apprécié d'être dénoncé publiquement. Il s'en est pris au seul NPA, classique tentative de division facilement déjouée par l'unité et la ténacité du collectif. Alors, la bonne couverture médiatique, les soutiens sollicités qui affluent sont aussi essentiels pour aider à trouver des solutions viables et pérennes : élus de tous niveaux, associations, autorités, y compris du côté de l'église après la visite de l'évêque de Versailles. Les Roms de Triel doivent rester vivre dignement parmi nous et l'on continuera à tout faire pour cela! Ce combat local est un exemple révélateur de ce que vivent les quelque milliers de Roms en France et des enjeux humains et politiques face à une politique xénophobe de plus en plus contestée.

Correspondant NPA 78

Continental Toulouse : non au chantage!

Le 13 septembre, les salariés de Continental Toulouse étaient plus de 500 à l'appel de la CGT et de la CFDT pour dire «NON au chantage». Des délégations de Continental Foix et Bousens étaient là aussi, des femmes surtout, combattives. Ils ont donné la réponse qu'il méritait au vote bidon que la direction de l'entreprise organisait ce jour-là pour faire accepter aux salariés la diminution de leur salaire et la dégradation de leurs conditions de travail. À la fin de l'assemblée générale, ils sont sortis de l'usine pour rejoindre les 200 salariés d'autres usines venus apporter leur soutien. Il y avait là des salariés de Molex, Freescale, Thalès-CGT, EADS-Astrium-CGT, Technal... Tous concernés par les mêmes attaques. Il y avait des militants du

NPA, de Lutte ouvrière, du PCF, un élu du PG, un sénateur du PS... L'objectif de la journée a été atteint : une forte mobilisation pour le boycott du vote. La CGT et la CFDT l'ont dit haut et fort, elles ne signeront pas d'accord scélérat. Mais les salariés de Continental savent que les patrons reviendront à la charge. Que leur mobilisation d'aujourd'hui ne suffira pas. Christian, de la délégation mandatée par le comité de lutte des Continental de Clairoux, le leur a dit clairement : «On s'est fait avoir, on avait cru à leur promesse bidon, on a accepté les sacrifices. On a fait les sacrifices, ça n'a servi à rien. Ils ont pris les profits et ont licencié [...] Vive la lutte!», a-t-il conclu, vivement applaudi. Un militant de General Motors Strasbourg a rappelé les luttes menées avec les Peugeot en Alsace : «Seule la solidarité et la

lutte payent». Le secrétaire du comité d'entreprise européen de Continental en Allemagne leur a confirmé qu'alors que les patrons demandent aux salariés de se sacrifier, les profits de l'entreprise n'ont cessé d'augmenter. Il a démontré que les patrons profitent de la crise pour réduire le prix du travail. Il a encouragé la lutte, comme Nuria, de l'UGT à Continental Barcelone. Elle a fait le souhait que la force des salariés s'organise dans son entreprise pour pouvoir lutter ensemble et préserver ce que les anciens ont acquis, parfois au prix du sang. Elle a été fortement applaudie sur ce rappel de l'histoire des travailleurs. De toute évidence cette journée de boycott du chantage des patrons de Continental aura des suites... forcément.

Xavier Claret

SOUSCRIPTION 400 000 euros !

La rentrée est désormais derrière nous mais les affaires de gros sous du gouvernement Sarkozy-Bettencourt continuent de plus belle. Des chiffres mirobolants : l'unité de base est le million et nous flirtons souvent au-dessus du milliard.

Le NPA n'a pas d'amie aussi précieuse que Mme Ingrid de Bettencourt mais nous avons beaucoup de militantEs, de sympathisantEs, d'amiEs, de proches. Et c'est à toute cette multitude que nous continuons de nous adresser pour atteindre notre modeste objectif de 400 000 euros.

Pour les amis d'Éric Woerth c'est une pacotille, mais pour nous c'est le moyen d'exister et de crier très fort, toujours plus fort, que ce gouvernement est illégitime, et que nous ne céderons pas sur la question des retraites.

Pour gagner cette bataille, le NPA a mouillé la chemise : affiches, 4 pages, tracts, autocollants ne cessent de sortir des rotatives pour continuer à convaincre, renforcer le mouvement et construire la victoire contre cette réforme. Nous avons même imprimé des billets de 500 euros à l'effigie de notre cher omniprésident ou de son acolyte dérangeant Éric Woerth mais nous avons besoin de vrais billets. Septembre annonce aussi la dernière ligne droite vers la fin de l'année et nous avons donc tout juste trois mois et des poussières pour obtenir ces 400 000 euros. Trois mois pour remettre des sous dans les caisses pour que les rotos continuent de sortir des affiches, que les drapeaux rougeoient les manifestations, que nos idées se diffusent toujours dans la société. Plus que jamais, face au matraquage médiatique sur la sécurité, le réforme des

retraites, le NPA doit crier d'autant plus fort dans le porte-voix.

Donner pour la souscription c'est soutenir notre action, nous encourager et joindre votre voix aux nôtres.

Être solidaire du NPA en donnant à la souscription c'est aussi soutenir la publication de *Tout est à nous!* hebdomadaire et mensuel du NPA pour

diffuser, débattre, s'informer de l'actualité sociale et politique.

«**Donnez, donnez, donnez**», en soutien, par solidarité, pour renforcer le NPA.

Tout est à nous ! Même la souscription.

SOUSCRIPTION 2010

NOM


PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de «NPA souscription»
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

www.npa2009.org



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.
Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

en bref...

Sud-Aveyron : le député UMP chahuté par des manifestants. Le samedi 11 septembre, l'intersyndicale a organisé une action visant le député UMP Alain Marc pour lui rappeler notre objectif : le retrait du projet sur les retraites et... le sans-gêne du député. En effet, celui-ci est parti en retraite à 53 ans mais vote celle des autres à 62 ans !

Ce fut une petite mobilisation de l'intersyndicale mais une action choc : une trentaine de militants, principalement SUD et NPA, a suivi Alain Marc à l'inauguration du Festival de la brebis à Saint-Affrique (Aveyron). Conspué pendant plus d'une heure, le député, furieux, suivi et encerclé, n'a pas pu faire un pas sans entendre «*gardarem la retraite à 60 ans ! Comme Alain Marc, la retraite à 53 ans*». À noter que les sénateurs socialistes et José Bové, crispés, ont préféré les agapes plutôt qu'encourager les manifestants. Au milieu de la foule cependant, il y a eu quelques sourires et poignées de main sympathiques. Comme le disait la pancarte d'une militante NPA, «*un mouton qui bouge est plus difficile à tondre*».

Appel à contribution

N'oubliez pas que *Tout est à nous!* est votre journal. Envoyez-nous les échos des luttes, des événements qui se produisent près de chez vous, mais également des témoignages... Réagissez aux articles en écrivant à la rubrique courrier. Mais n'hésitez pas non plus à nous proposer des sujets : redaction@npa2009.org

Pensez aussi à commander des numéros supplémentaires si un événement particulier est programmé (manif, fête du NPA...). Pour cela appelez la diffusion au 01 47 70 42 31.

Enfin, si ce n'est pas encore le cas, abonnez-vous, mais aussi proposez à vos amis, collègues, famille qui partagent les idées du NPA de soutenir le journal en s'y abonnant.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT
CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
70 euros 140 euros

LE N°13 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur la casse de l'éducation, une interview de Gérard Mordillat, des articles sur la lutte des travailleurs sans papiers, la crise en Thaïlande, le référendum en Turquie... et bien d'autres encore !

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :
Tout est à nous!, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire ci-contre.





Le chiffre

85%

C'est l'augmentation des profits des 40 plus grands groupes français (CAC 40) au premier semestre 2010. Ceux-ci se montent pour cette période à 41,5 milliards. La crise économique qui a de terribles effets sur le chômage en France n'en a pas sur les profits. Ceux-ci n'ont baissé que durant le deuxième semestre de 2008, de seulement 9 milliards. Parmi les sociétés du CAC 40, ce sont les sociétés financières qui dégagent les plus importants profits, 10 milliards, soit un quart de l'ensemble. Des chiffres qui justifient notre revendication d'interdiction de tous les licenciements.

Jamais le dimanche. Les personnels des bibliothèques municipales parisiennes qui ouvrent le dimanche sont en grève, tous les dimanches, depuis le 5 septembre, afin d'obtenir une revalorisation de leur prime dominicale. Les employés de François Truffaut (1^{er}), Marguerite Yourcenar (15^e) et de la nouvelle médiathèque Marguerite Duras (20^e) demandent une prime de 100 euros net par dimanche travaillé contre 75 euros actuellement. La Ville de Paris campe pour l'instant sur ses positions mais regrette, dit-on, la fermeture de ces établissements qui sont, il est vrai, la vitrine de la lecture publique à Paris. À jour exceptionnel, prime exceptionnelle, répondent les personnels, qui comptent poursuivre le mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Les employés de la médiathèque Yourcenar ont déjà fait six semaines de grève, en septembre 2008, pour réclamer, avec succès, des créations de postes.

Touche pas la poste! Les agents de deux bureaux de poste de Massy (Essonne) étaient majoritairement en grève depuis le 10 septembre contre la réorganisation de leur bureau qui supprime deux emplois et détériore le service fourni au public. Les automates en

libre-service sont multipliés dans les bureaux et des guichets sont fermés. Tout est organisé pour la vente au détriment du conseil aux usagers. Les grévistes ont préparé un nouveau règlement intérieur qui permettrait de faire fonctionner le service dans de bonnes conditions.

Vache à lait. Depuis le 8 septembre, la Confédération paysanne occupe la Maison du lait à Paris (9^e) pour défendre les intérêts des petits producteurs de lait face aux industriels laitiers et aux distributeurs. La Confédération paysanne et la Coordination rurale veulent pouvoir négocier avec l'interprofession laitière sur le prix du lait alors que seule la FNSEA est autorisée à le faire. Les producteurs de lait ont vu leurs revenus baisser de 50% en 2009 et ne savent toujours pas à quel prix le lait qu'ils ont fourni en juillet leur sera payé. Face à eux, les transformateurs (Lactalis, Bel, Bongrain) n'ont pour l'instant accepté d'augmenter leur prix d'achat que de 10% et refusent d'aller plus loin au nom de la compétitivité. Le lait est actuellement acheté aux producteurs 32 centimes le litre, ce qui fait que certains peuvent le vendre à perte. On trouve le litre de lait en rayon à 1,05 euros. Sur cette somme, les transformateurs

empochent une marge de 25 centimes et les distributeurs de 45 centimes. Le libéralisme dans l'agriculture, c'est la misère pour les petits producteurs et les profits pour les industriels. Il faut revoir la répartition des revenus de la filière sans augmenter le prix du produit final au consommateur.

Suicides au bout du fil. Cinq salariés de France Telecom se sont suicidés en quinze jours, ce qui porte à 23 le nombre de suicides depuis le début de l'année et à 16 le nombre de tentatives. La profonde souffrance que connaissent certains employés ne semble pas diminuer malgré la nomination par Sarkozy du nouveau PDG Stéphane Richard, en remplacement de Didier Lombard maintenu cependant à la présidence du groupe. Dans cette entreprise, l'âge médian est supérieur à 50 ans. La majorité des salariés ont très mal vécu la privatisation de leur entreprise transformée en machine à dividendes pour les actionnaires. Beaucoup sont écœurés par la logique purement commerciale suivie par l'ancien service public, le management par le stress et les menaces permanentes sur leurs postes de travail. Ils attendent avec impatience la retraite alors que la possibilité de la prendre recule de deux ans.

Les homos, dehors! Honoré, un homosexuel camerounais, a refusé d'embarquer dans l'avion qui devait l'expulser de France. Il est de nouveau au centre de rétention de Mesnil-Amelot. Il a été débouté de sa demande d'asile et n'a pas pu faire de recours. Honoré est menacé au Cameroun depuis la découverte de sa relation avec le jeune fils d'un notable. Dans ce pays, l'homosexualité est passible de cinq ans de prison. Nessma, une jeune Libyenne, a aussi subi des persécutions dans son pays depuis que son homosexualité a été révélée. Elle s'est réfugiée chez des amis à Metz. Elle est menacée d'être expulsée en Libye où des membres de sa famille veulent la contraindre à un mariage forcé. En juin, un Algérien, vivant depuis trois ans à Lyon avec son ami René avec qui il est pacé, a évité de justesse une expulsion grâce à la mobilisation de ses soutiens comme l'Association de reconnaissance des droits des personnes homosexuelles et transsexuelles à l'immigration et au séjour (Ardhis).

Visite de courtoisie. Le 8 septembre, le siège de l'UMP a été perquisitionné par la police judiciaire, dans le cadre de l'affaire Woerth-Bettencourt. Ou plutôt visité, étant donné que le parti avait été prévenu 24 heures à l'avance. Selon Éric Cesari,

directeur général de l'UMP, « les policiers ont expertisé les documents ayant trait à la campagne présidentielle. Ils n'ont rien trouvé ni emporté ». Sans blague... Donc une fausse perquisition, à la demande du très indépendant procureur Courroye, afin de trouver... la preuve qu'Éric Woerth a bien recommandé Patrice de Maistre à la Légion d'honneur. Fait avéré depuis belle lurette et qui est un peu le cadet de nos soucis à côté des accusations de financements illégaux des campagnes électorales de Sarkozy et Woerth. Néanmoins, l'UMP a cru bon d'acheter le mot-clé « perquisition » sur Internet afin que Google affiche en premier résultat un lien commercial « l'UMP pas perquisitionnée ». Un affichage provisoire vu le grand éclat de rire suscité par cette manœuvre ridicule.

Burqa hors-la-loi. Alors que nous bouclons ce numéro, le Sénat vient de voter définitivement l'interdiction du voile intégral dans les lieux publics. Les sénateurs de droite, bien sûr, mais aussi Badinter, Rebsamen, Patriat etc. du PS et ceux du PG. Les Verts et le PCF n'ont pas participé au vote. Le Conseil constitutionnel a été saisi, mais on sait à quel point le gouvernement se soucie comme d'une guigne de ses avis.

CHERBOURG

Soutien aux réfugiés afghans



Cherbourg, le 13 septembre 2010. Plus de 200 personnes ont manifesté leur soutien aux réfugiés afghans après l'incendie criminel de leur squat, le 12 septembre. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULLATTE)

NO COMMENT

Le brave néandertalien qui avait parfaitement compris, qu'ici, c'était plus tempéré qu'ailleurs, qu'il devait y avoir du gibier, qu'il faisait beau et qu'il y faisait bon vivre.

SARKOZY À LASCAUX, LE 12/9

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 8 000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr